



Rapport Final
Symposium Inaugural sur le Leadership et la Démocratisation
Initiative des Anciens Chefs d'État Africains

Bamako, Mali
Du 5 au 8 juin 2005



BILL & MELINDA
GATES *foundation*



le Gouvernement de l'Allemagne



le Gouvernement du Mali



Open Society Initiative *for* West Africa



Westminster Foundation for Democracy

Remerciements

L'Institut National Démocratique (NDI) exprime, par la présente, sa reconnaissance pour les encouragements apportés par les chefs d'État africains, l'aide apportée par les partenaires du programme, et la contribution des uns et des autres au symposium inaugural sur le leadership et la démocratisation de l'Initiative des Anciens Chefs d'État Africains (ASI), réunis à Bamako, Mali, du 5 au 8 juin 2005. Le symposium n'aurait pu être organisé sans la générosité du Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, du Club de Madrid, de la Fondation Bill & Melinda Gates, du Gouvernement allemand, du Gouvernement malien, de la Fondation Nationale pour la Démocratie, de l'Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite, du Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), du Programme des Nations Unies pour le Développement, de l'Agence Américaine pour le Développement International, et de la Fondation Westminster pour la Démocratie.

Les opinions exprimées lors du symposium du ASI, celles figurant dans cette publication ou dans d'autres documents du symposium, ne reflètent pas nécessairement celles des organismes ayant soutenu cette rencontre.

Copyright © National Democratic Institute for International Affairs (NDI) 2006. Tous droits réservés. Des parties de ce texte peuvent être reproduites ou traduites à des fins non commerciales à la condition que le NDI soit cité comme la source du document et qu'on lui envoie des copies de toute traduction.

Sommaire

Rapport de synthèse	1
Développement et historique de l'Initiative des Anciens Chefs d'Etat Africains.....	3
Le contexte africain	3
Programme et organisation du symposium	4
Symposium inaugural de l'Initiative des Anciens Chefs d'Etat Africains.....	6
Séance plénière d'ouverture	6
Panels.....	6
Panel I : Leadership, sécurité et gestion des conflits	7
Panel II : Missions d'observation et standards des élections.....	8
Panel III : Les défis de santé publique posés aux transitions démocratiques en Afrique : paludisme, tuberculose et VIH/SIDA.....	9
Panel IV : Démocratisation : gouvernement, parlement et société civile	11
Panel V : Leadership pour les initiatives de développement : le G8, les objectifs du Millénaire pour le développement et les institutions financières internationales.....	12
Panel VI : Rester un leader après avoir quitté le pouvoir : leadership et partenariats après avoir quitté ses fonctions	13
Dîner de travail : Tendances globales pour la sécurité des personnes : santé publique, sécurité et anti-terrorisme	15
Conférence de presse et couverture médiatique	16
La Déclaration de Bamako.....	17
Regard vers l'avenir	18
Annexes.....	19
Annexe A : La Déclaration de Bamako.....	20
Annexe B : L'ordre du jour du symposium.....	25
Annexe C : Biographies des participants	29
Annexe D : Discours d'ouverture	39
Annexe E : Communiqués de presse	51
Annexe F : Couverture médiatique	54
Annexe G : Organisations partenaires	62

Rapport de synthèse

Au cours de la dernière décennie, l’Afrique a connu une expansion visible de l’espace politique et les élections démocratiques ont conduit à des transitions politiques et paisibles dans plusieurs pays. Un groupe d’anciens chefs d’État est désormais actif et utilise son leadership pour résoudre les conflits et promouvoir les avancées démocratiques sur le continent. L’Initiative des Anciens Chefs d’État Africains (ASI) est une démarche entreprise par des anciens chefs d’État et de gouvernement africains qui s’efforcent de poursuivre leur soutien au développement politique et économique du continent. La réputation exceptionnelle de ces leaders leur permet de contribuer à la démocratisation en cours et aux efforts de bonne gouvernance.

Les discussions avec les leaders démocrates africains au sujet du lancement du ASI ont souligné la nécessité de construire une structure durable traitant du “leadership et de la démocratisation en Afrique”. Par conséquent, le symposium du ASI a été conçu pour jeter les bases d’un partage des expériences de leadership post-présidentiel et de la promotion des efforts en faveur de la paix, de la prospérité et de la démocratie sur le continent.

Du 5 au 8 juin 2005, 17 anciens chefs d’État et de gouvernement se sont réunis à Bamako, au Mali, pour participer à ce symposium historique. Venant de 14 pays africains et de deux pays d’Europe et d’Amérique du Nord, ces leaders ont été rejoints par des experts en divers domaines. La conférence s’est efforcée: d’encourager les leaders démocrates ayant fait preuve d’un engagement durable pour la paix, la sécurité, la démocratie et la prospérité, à poursuivre leur rôle constructif dans les initiatives démocratiques à travers le continent; de fournir à ces leaders un forum leur permettant de partager les expériences de démocratisation et de gestion des conflits auxquelles ils ont activement participé depuis qu’ils ont quitté le pouvoir ; et de les aider à mettre en valeur leurs efforts et les nouvelles potentialités offertes de part leur expertise en matière de démocratisation et de bonne gouvernance.

Dans une déclaration intitulée la “Déclaration de Bamako”, les chefs d’État réunis ont souligné leur volonté de promouvoir le développement politique, économique et social du continent. Le document en question reconnaît la démocratie comme “la forme de gouvernance propice au développement de l’ensemble des institutions nationales nécessaires pour assurer une paix durable, la sécurité, la croissance économique et le bien-être social”. De plus, en apposant leur signature sur cette déclaration, ces leaders ont exprimé leur engagement à “continuer à utiliser notre expérience afin d’encourager le dialogue et la résolution pacifique des conflits sur le continent, à promouvoir la sécurité humaine et les modèles de gouvernance démocratique qui permettent aux citoyens de choisir librement leurs leaders et de participer pleinement à la vie politique de leur pays”. (Voir l’Annexe A comportant le texte intégral.)

Conformément aux recommandations des leaders africains qui ont participé à ce symposium, l’Institut National Démocratique (NDI) et les autres partenaires continuent de rechercher les moyens permettant de maintenir l’enthousiasme suscité par ce symposium. En particulier, le NDI a favorisé le contact entre des organismes et partenaires ayant les mêmes visions que les anciens chefs d’État et continuerait à rechercher des moyens devant permettre aux chefs d’État a documenter



Le président malien Amadou Toumani Touré (à gauche) accueille l'ancien président du Niger, Mahamane Ousmane (à droite).

leurs efforts et de promouvoir les bonnes causes en Afrique. Avec les anciens chefs d'État, le NDI et ses partenaires continuent d'explorer des voies permettant d'institutionnaliser cete initiative avec l'espoir de collaborer dans d'autres efforts similaires à l'échelle continental, tel que le mécanisme de contrôle par les Pairs du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

Développement et historique de l'Initiative des Anciens Chefs d'Etat Africains

Le contexte africain

Au cours de la dernière décennie, de nombreux pays africains ont connu un développement considérable de leur espace politique, notamment des élections crédibles ainsi qu'une alternance pacifique. Alors qu'en 1975, Freedom House classait trois pays de l'Afrique sub-saharienne dans la catégorie "libre", et 16 dans celle "partiellement libre", en 2004, 10 étaient classés dans la catégorie "libre" et 20 dans celle "partiellement libre".¹ L'Afrique jouit désormais d'une plus grande liberté de presse, de l'émergence d'une société civile dynamique et d'un plus grand nombre de femmes dans les fonctions officielles. De plus, de nouvelles initiatives ont vu le jour au sein de l'Union africaine pour favoriser le développement économique et politique, dont celles du NEPAD, du contrôle par les pairs, et du Conseil de Sécurité et de Paix de l'Union Africaine.



Les anciens chefs d'État Yakubu Gowon du Nigeria (à gauche), Manuel Pinto da Costa de Sao Tomé-et-Principe (au centre), et Amos Sawyer du Libéria (à droite) se saluent au symposium du ASI.

Cependant de sérieux défis subsistent. Dans certains pays, tels le Zimbabwe, la Guinée, le Cameroun et le Gabon, les chefs d'État en exercice ont manifesté le refus d'une alternance, bien qu'ils soient au pouvoir depuis des décennies. Ces leaders ont contré les efforts de transition dans leurs pays respectifs où le processus de démocratisation s'est enrayé, le discours politique est contrôlé, les élections sont truquées et le risque de conflit est élevé.

Certains analystes soutiennent que des chefs d'État africains s'accrochent au pouvoir en utilisant tous les moyens possibles parce qu'ils ne voient aucun rôle à jouer après avoir servi au Palais comme Président de la République, et qu'ils risquent de perdre leur sécurité personnelle, leurs revenus et leur stature politique. Ce raisonnement, en sus du caractère souvent violent de la politique dans certains pays, est souvent repris par les médias de manière à renforcer cette idée que les régimes autocratiques représentent la majorité plutôt que l'exception sur le continent.

Néanmoins, les efforts de démocratisation réalisés lors de la dernière décennie ont contribué à une alternance du pouvoir politique dans de nombreux pays. Entre 1960 et 1980, seuls trois chefs d'État ont choisi de quitter le pouvoir. Cependant, en 2000, on arrivait au nombre de 30 dirigeants qui s'étaient, soit retirés du pouvoir, soit effacés après avoir perdu une élection.² Ces anciens présidents constituent de véritables richesses humaines et incarnent une nouvelle force capable d'assurer le leadership nécessaire pour promouvoir les principes démocratiques, la résolution démocratique des conflits, et d'autres causes positives sur le continent.

¹Freedom House. *Freedom in the World Country Ratings 1972-2004*. <http://www.freedomhouse.org/ratings>.

²Goldsmith, Arthur A. "Risk, Rule, and Reason in Africa." *African Economic Policy Discussion Paper 46*, (Washington: USAID, 2000).

Les anciens présidents africains occupent une position unique pouvant faire la différence quand il s'agit d'atteindre ces objectifs. Ils sont souvent unanimement respectés pour leur carrière politique, et quand ils ont prit la retraite, ils ont put se tenir au-dessus des conflits partisans de leur pays, pour faire face à des défis politiques, économiques et sociaux.

ASI regroupe tous ces chefs d'État africains démocrates. Le programme du ASI est né d'une idée simple : il existe un groupe important d'anciens chefs d'État qui ont contribué au développement de leurs pays respectifs et peuvent continuer à rechercher des solutions aux défis qui se posent au développement de l'Afrique. Le symposium inaugural du ASI s'est avéré particulièrement opportun, vu le nombre d'ancien chefs d'État africains qualifiés à participer, et sa potentialité d'influencer d'autres initiatives similaires, émergeant sur le continent et ailleurs. Ce programme a été conçu pour compléter les initiatives existantes ou prévues aux Nations Unies (ONU), à l'Union Africaine (UA), et dans le cadre du Commonwealth.



Les anciens chefs d'État et de gouvernement rencontrent le président malien Amadou Toumani Touré au symposium inaugural de l'Initiative des Anciens Chefs d'État Africains.

Programme et organisation du symposium

En septembre 2001, le NDI a initié une série de consultations avec les leaders africains, en exercice ou à la retraite, pour discuter de la vie politique après avoir quitté la présidence, et des défis des transitions démocratiques et pacifiques en Afrique. Les années suivantes, le NDI a rencontré les principales personnalités du groupe des anciens chefs d'État africains qui avaient manifesté de l'intérêt à prendre part à une commission constituante. Les informations recueillies durant ces délibérations ont posé les bases pour l'organisation de cette rencontre de dirigeants africains. Parmi les anciens présidents qui ont apporté leurs conseils pendant la période préparatoire on peut citer Abdou Diouf du Sénégal, Kenneth Kaunda de la Zambie, Alpha Oumar Konaré du Mali, Nelson Mandela de l'Afrique du Sud, Mahamane Ousmane du Niger, Manuel Pinto da Costa de Sao Tomé-et-Principe, Jerry Rawlings du Ghana, Shehu Shagari du Nigeria, et Nicéphore Soglo du Bénin.

Pendant que les plans d'organisation du symposium progressaient, le NDI rencontra plusieurs chefs d'État en exercice, notamment Amadou Toumani Touré du Mali et Abdoulaye Wade du Sénégal, pour discuter de lieux possibles pour ce rassemblement. Le gouvernement malien accepta d'être l'hôte de cette manifestation à Bamako et d'apporter sa contribution par des prestations en nature pour assurer le succès du forum. En collaboration avec le gouvernement malien et les organisations partenaires, le symposium du ASI a eut lieu à Bamako du 5 au 8 juin 2005.

Durant la période préparatoire, le NDI constitua des partenariats avec des organisations représentant

à la fois le secteur public et le secteur privé en Afrique, en Europe et aux États-Unis. Le symposium a pu avoir lieu grâce au soutien des organisations partenaires suivants: le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, le Club de Madrid, la Fondation Bill & Melinda Gates, le Gouvernement allemand, le Gouvernement malien, la Fondation Nationale pour la Démocratie, l'Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite, le Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), le Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), l'Agence Américaine pour le Développement International, et la Fondation Westminster pour la Démocratie. Dans la formulation des sujets à caractères thématiques, le NDI a consulté des cadres supérieurs de divers organismes privés et publics basés Washington DC, dont la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale, Freedom House, le Congrès des États-Unis, le US Institute of Peace et le Département d'État des États-Unis. Le NDI a également consulté plusieurs ambassadeurs africains en poste à Washington. Ceux qui furent consultés ont donné des recommandations constructives concernant le symposium inaugural.

Les consultations avec les anciens présidents Africains et les partenaires ont abouti à un consensus sur les critères de participation au symposium inaugural. Les anciens dirigeants à inviter devaient avoir: avaient quitté le pouvoir de leur plein gré, ou s'étaient retirés après une défaite électorale ; avaient été démocratiquement élus ou avaient cessé toute activité politique militante mais se faisaient les champions de bonnes causes. Sur la base de ces critères, 25 anciens chefs d'État furent sélectionnés et invités à participer au programme. Des invitations furent également envoyées à certains anciens premiers ministres et chefs de gouvernement d'Afrique et d'autres régions.

Lors des consultations initiales, un consensus s'est formé aussi autour des objectifs du sommet : encourager les anciens chefs d'État à continuer de jouer un rôle constructif pour les efforts de démocratisation dans leurs pays respectifs et à travers le continent ; souligner leurs réalisations et la bonne volonté dont ils avaient fait preuve au moment de quitter le pouvoir, qui font d'eux des exemples positifs pour les présidents en exercice ; créer un forum devant permettre aux leaders participants d'échanger les expériences relatives à la démocratisation et aux initiatives de gestion des conflits, entreprises depuis leur départ du pouvoir; présenter aux participants des nouveaux champs d'application de leur expertise et leurs efforts dans les domaines de la démocratisation et de la bonne gouvernance. Les recommandations de plusieurs anciens chefs d'État et les apports substantiels provenant d'organismes partenaires servi de la base pour l'ordre du jour de la conférence.



Les anciens chefs d'État et de gouvernement se réunissent au symposium inaugural de l'Initiative des Anciens Chefs d'État Africains.

Symposium inaugural de l'Initiative des Anciens Chefs d'État Africains

Le symposium inaugural du ASI s'est tenu du 5 au 8 juin à Bamako, au Mali. (Voir l'annexe B de l'ordre du jour du symposium.) Dix-sept anciens chefs d'État et de gouvernement de 14 pays africains et de deux pays d'Europe et de l'Amérique du Nord ont été rejoints par des experts de domaines divers. (Les biographies des participants figurent à l'annexe C.) Le symposium a commencé par une séance plénière d'ouverture, suivie de six séances de discussion sur des questions thématiques, d'un dîner de travail, de sessions spéciales de délégués, et s'est terminé par une conférence de presse. Lors de chaque session, les délégués ont analysé les défis spécifiques auxquels était confronté le continent africain et les moyens par lesquels les anciens leaders pourraient contribuer à les résoudre.

Séance plénière d'ouverture

Le symposium a été ouvert par une session plénière, avec des allocutions de Son Excellence Toumani Toure Président du Mali; Son Excellence Ketumile Masire, ancien président du Botswana; Abdoulie Jannah, directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique; et Kenneth Wollack, président du NDI. (Voir l'annexe D pour la transcription des remarques tenues lors de la séance d'ouverture.) Les orateurs ont souhaité la bienvenue aux délégués, experts et observateurs du forum inaugural du ASI et ont décrit le développement de l'Initiative, ses buts et le résultat attendu. On souligna



Le président malien, Amadou Toumani Touré (à gauche), le président du NDI Kenneth Wollack (au centre), et Abdoulie Jannah (à droite), Directeur du bureau régional du PNUD pour l'Afrique, accueillent les participants au symposium inaugural.

également le très grand sens de responsabilité partagé par les participants et les partenaires, soucieux de servir les intérêts de l'Afrique. Les orateurs ont reconnu le rôle décisif et unique que les anciens chefs d'État peuvent jouer pour faire face aux défis du développement et ont noté le temps opportun pour la tenue du symposium, après 20 ans pendant lesquels l'orientation de la politique africaine s'est orientée vers des formes de gouvernance plus démocratiques. Ils ont souligné la nécessité d'établir de grands partenariats afin de mieux permettre aux anciens chefs d'État de jouer le rôle de porte flambeau pour les nobles causes.

Panels

Le symposium comportait une série de discussions sur les thématiques ciblant les défis majeurs posés au développement démocratique, en privilégiant en particulier les domaines qui pourraient profiter de l'expérience de leadership des anciens présidents. Lors de la tenue de chaque discussion en plénière, un animateur définissait le contexte des débats, et les leaders et experts partageaient les expériences et les suggestions pratiques afin de faciliter et d'améliorer leur engagement dans les secteurs



Les anciens présidents Ali Hassan Mwinyi (à gauche), de la Tanzanie, et Dawda Kairaba Jawara (à droite), de la Gambie, participent aux discussions de groupes.

respectifs. Après les présentations initiales, d'autres anciens chefs d'État se sont joints aux débats pour élaborer et parfois critiquer ou approfondir les observations de leurs confrères. Les participants ont apprécié la nature ouverte, et non restrictive de la discussion.

PANEL I : LEADERSHIP, SÉCURITÉ ET GESTION DES CONFLITS

Modérateur : DR. CHRISTOPHER FOMUNYOH, Directeur Regional pour l'Afrique du NDI

Panélistes : S.E. JERRY JOHN RAWLINGS, Ancien Président du Ghana

S.E. AMOS SAWYER, Ancien Président du Libéria

Le GÉNÉRAL CARLTON W. FULFORD, JR. (rtd), Directeur du Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique

L'AMBASSADEUR AHMEDOU OULD-ABDALLAH, Représentant Spécial auprès du Secrétaire Général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest

Les anciens chefs d'État africains apportent une perspective forte et unique aux défis de sécurité et de gestion des conflits présents sur le continent. Leur expérience de leadership peut contribuer à surmonter les obstacles se posant à la sécurité des personnes, dont la pauvreté, les maladies endémiques, la mauvaise gouvernance et la dégradation de l'environnement.

Lors de cette séance, les panélistes ont examiné les conséquences de la faiblesse de certaines institutions démocratiques et des politiques d'exclusion, en soulignant les actions que les leaders pouvaient entreprendre pour inverser les tendances négatives. Ils ont identifié les mesures incitatives qui pourraient être utilisées pour favoriser l'intégration et résoudre les conflits. Les experts panélistes ont recommandé la création d'opportunités susceptibles de démontrer la valeur de l'expérience et l'expertise des leaders démocrates africains, en particulier dans le contexte d'organismes sous-régionaux et de souligner les bienfaits de consultations fréquentes de ces leaders sur les questions de sécurité et de gestion des conflits.



L'ancien président Jerry Rawlings (à gauche), du Ghana, et le Directeur Régional pour l'Afrique du NDI pour l'Afrique, Christopher Fomunyoh (à droite), discutent du leadership et de la sécurité en Afrique.

Les orateurs ont évoqué le lien entre sécurité et développement, en soulignant le fait que tant qu'un pays n'apporte pas la sécurité à ses citoyens, il lui est impossible de garantir le développement économique ou de fournir des services de santé adaptés. Les participants ont insisté sur le fait que les anciens chefs d'État ont la responsabilité de poursuivre leur engagement, de servir de référence morale, et de rappeler aux leaders en exercice qu'ils doivent servir honorablement et respecter les lois et la durée constitutionnelle de leur mandat. Ils ont aussi souligné que les anciens présidents peuvent jouer un rôle de premier plan dans la médiation et la résolution des conflits grâce à la très riche expérience pratique qu'ils ont acquis quand ils étaient au pouvoir. En tant qu'anciens dirigeants et figures emblématiques, les anciens chefs d'État peuvent servir de médiateurs lors de conflits et de tensions internes, ou entre différents États.

Certains orateurs ont exhorté les anciens chefs d'État africains à se mobiliser pour que les dispositions de bonne gouvernance, spécifiées dans certains accords de paix, soutiennent et consolident la démocratie à long terme. Les panélistes ont souligné que la mauvaise gouvernance était la cause majeure de nombreux conflits sur le continent africain. Ils ont aussi reconnu la nécessité de nouer de solides relations avec les partenaires internationaux pour favoriser la sécurité des personnes, et ont convenu que l'influence des anciens chefs d'État africains serait plus forte s'ils agissaient en groupe sous l'égide d'un réseau officiel qu'ils auraient eux-mêmes créé. Certains ont suggéré que les anciens chefs d'État expérimentés dans la gestion de situations de crise collaborent à la rédaction d'un manuel pratique, décrivant leurs expériences cumulées, les meilleures pratiques, les leçons apprises en matière de médiation, de prévention des conflits, et de résolution des conflits en Afrique. Un débat animé a suivi à propos de l'approche la plus appropriée des anciens chefs d'État pour contribuer à résoudre les crises politiques en cours, vu la fréquente occurrence de telles situations sur le continent. Lors du vif échange qui a suivi, les leaders africains ont souligné que pour éviter la duplication des efforts la priorité devrait être donnée aux mesures concrètes prises par les dirigeants en exercice ou les organismes régionaux visant à renforcer la coopération.

PANEL II : MISSIONS D'OBSERVATION ET STANDARDS DES ÉLECTIONS

Modérateur : M. SAMUEL KIVUITU, Président de la Commission Électorale du Kenya

Panélistes : S.E. NICÉPHORE D. SOGLO, Ancien Président du Bénin

S.E. ALBERT ZAFY, Ancien Président de Madagascar

M. PATRICK MERLOE, Directeur des Programmes des Élections et des Processus Politiques du NDI

Les anciens chefs d'État apportent un leadership et une expertise uniques pour les missions d'observation des élections, à cause de l'expérience acquise pendant leur propre campagne



L'ancien président du Bénin, Nicéphore Soglo (à gauche), et le président du comité électoral du Kenya, Samuel Kivuitu (à droite), discutent des standards des élections.

électorale. Le nombre élevé d'élections contestées récemment tenues en Afrique soulignent la nécessité d'un contrôle effectif des élections. De plus, les élections en Afrique sont soumises à des normes de qualité de plus en plus élevées. L'influence des anciens chefs d'État démocrates et leur stature continentale et internationale leur fournit une plate-forme à partir de laquelle ils peuvent promouvoir des élections transparentes, et démocratiques, ainsi que des réformes permettant de renforcer la confiance des citoyens dans le processus électoral.

Durant les discussions en plénière, plusieurs leaders ayant contribué aux réformes électorales et à l'observations des élections ont échangé leurs points de vue concernant les défis sur le continent. Les experts en matière d'élections démocratiques ont débattu d'un consensus global selon lequel les règles électorales devraient être standardisées et un code d'éthique pour les observateurs devrait être élaboré, afin de renforcer les dispositifs de contrôle des élections à l'échelle mondiale. De plus, les participants ont discuté des élections, comme moyen de réglementation de la compétition

politique à travers des méthodes pacifiques. Ils ont remarqué que parce que les élections participent à la sélection des leaders, les élections démocratiques favorisent l'exercice de la souveraineté par les populations de chaque pays. Cependant, les participants ont mis en garde sur le fait que les élections sont souvent, à tort, perçues comme une panacée permettant de résoudre des situations de conflit. En même temps ils ont évoqué d'une manière paradoxale que les élections peuvent certes résoudre les conflits, mais aussi les provoquer. Ils ont souligné l'importance de l'éducation



Pat Merloe (à gauche), directeur des programmes des élections du NDI, et l'ancien premier ministre du Soudan, Sadiq Al-Mahdi (à droite), discutent des standards des élections.

civique, des citoyens bien informés pour l'organisation des élections crédibles et ils ont reconnu le rôle essentiel que les anciens chefs d'État ont déjà joué, et peuvent encore jouer, dans la gestion des crises engendrées par des élections en Afrique et ailleurs. Les anciens présidents peuvent exercer une puissante influence en favorisant le dialogue entre les acteurs et concurrents politiques en conjonctures extrêmement tendues, ou en encourageant les politiciens en exercice, et les candidats à un mandat électoral, à agir de façon responsable pour éviter les conflits et la violence. On a cité plusieurs exemples de leaders africains qui ont joué un tel rôle pendant la dernière décennie.

Les participants ont convenu que des élections libres et transparentes sont indispensables à la démocratie et au développement durable, mais que chaque élection devrait être évaluée dans le contexte spécifique du pays concerné. Les discussions ont également porté sur des tensions qu'une participation internationale aux élections pourrait éventuellement engendrer, notamment, lorsqu'il y'a contradiction entre le désir de contrôler le processus électoral au niveau national et le rôle des internationaux. Alors que les participants reconnaissent le droit de contrôle du processus électoral des pays organisateurs, ils ont noté certains cas où l'implication des anciens chefs d'états en tant qu'observateurs a pu amener les candidats aux élections d'accepter des résultats légitimes. Les participants ont également souligné l'importance du contrôle de toutes les phases d'une élection, de l'élaboration du cadre juridique et de l'inscription des électeurs sur les listes électorales, jusqu'à la proclamation des résultats et à l'arbitrage concernant les plaintes déposées.

PANEL III : LES DÉFIS DE SANTÉ PUBLIQUE POSÉS AUX TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES EN AFRIQUE : PALUDISME, TUBERCULOSE ET VIH/SIDA

Modérateur : DR. CHRISTOPHER FOMUNYOH, Directeur Régional pour l'Afrique du NDI

Panélistes : S.E. YAKUBU GOWON, Ancien Chef d'État du Nigeria

S.E. DAWDA KAIRABA JAWARA, Ancien Président de la Gambie

S.E. SAM NUJOMA, Ancien Président de la Namibie

DR. AWA MARIE COLL-SECK, Secrétaire Exécutive du Roll Back Malaria Partnership, parrainé par l'Organisation Mondiale de la Santé

DR. GAIL ANDREWS, Directrice du Département de la Dimension Sociale du HIV/AIDS Research Alliance, du Conseil de Recherche en Sciences Humaines de l'Afrique du Sud



Awa Marie Coll-Seck (à gauche), secrétaire exécutive du Roll Back Malaria Partnership, et l'ancien chef d'État du Nigeria, Yakubu Gowon (à droite), discutent des défis de santé publique posés aux processus de transition démocratique en Afrique.

Les maladies mortelles, tel le paludisme, la tuberculose, et le VIH/SIDA créent une situation alarmante en Afrique, et affectent négativement la vie humaine, économique, sociale et politique des pays africains. Le paludisme est responsable à plus de 20 pour cent de la mortalité infantile en Afrique, et tue approximativement 3,000 enfants par jour en Afrique sub-saharienne.³ Le taux de tuberculose a triplé en Afrique ces 15 dernières années, bien qu'elle ait reculé dans la plupart des autres continents.⁴ Plus de 25 millions de personnes vivant en Afrique sub-saharienne sont porteurs du virus VIH/SIDA, et 2 millions en meurent tous les ans.⁵

Les populations exposées à une pandémie dans un contexte de services sociaux minimum et d'éducation sanitaire insuffisante sont moins susceptibles de s'impliquer dans le processus de transitions démocratiques, et surtout si le gouvernement est incapable de leur fournir les services sociaux nécessaires et des soins de santé adéquats. Alors que dans de nombreux pays les leaders politiques œuvrent à développer des solutions efficaces, d'autres manquent de législations, de politiques viables et de mécanisme d'intervention coordonné.

Les participants ont convenu que le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose sont des épidémies présentant d'énormes défis socio-économiques et de développement. Pour relever ces défis, les panélistes ont discuté des différents rôles que les leaders Africains peuvent jouer pour sensibiliser les citoyens et favoriser des campagnes d'information, afin de provoquer un changement positif des attitudes et comportements, et de promouvoir un meilleur accès aux soins de santé et une mobilisation des ressources dans les secteurs public et privé. Le leadership actif des anciens chefs d'État peut attirer l'attention sur les urgences sanitaires et favoriser des réponses positives, tant au niveau national qu'international. Leur engagement constructif pourrait permettre de renforcer les initiatives en cours, faire démarrer très rapidement de nouvelles actions dans des communautés mal desservies, promouvoir et accroître le dialogue sur les meilleures pratiques et les leçons apprises au-delà des frontières nationales ou régionales.



Les anciens présidents, Miguel Trovoada (à gauche), de Sao Tomé-et-Principe, et Antonio Mascarenhas Monteiro, du Cap-Vert (à droite), discutent de questions soulevées lors des discussions de groupe.

Les participants ont souligné la nécessité d'une volonté et d'un engagement politique à tous les niveaux, des plus hauts responsables jusqu'aux militants vivant dans les plus petits villages, pour freiner la propagation de ces maladies et de les éradiquer. Les anciens chefs d'État peuvent être

³UNICEF. *Malaria: A Major Cause of Child Death and Poverty in Africa*. (New York: UNICEF, 2004) 1.

⁴World Health Organization. "TB cases and deaths linked to HIV now at alarming levels in Africa". <http://www.who.int/tb/wtbd2005/en/print.html>.

⁵The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria. *HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria: The Status and Impact of the Three Diseases*. (2005) 14.

les avocats d'une meilleure politique de santé publique et de nouvelles approches pour faire échec aux maladies mortelles. En tant que personnalités écoutées et respectées dans leur pays respectifs, les anciens Chefs d'Etat peuvent sensibiliser et mobiliser davantage les autorités et les populations sur la prévention, et le traitement de ces maladies mortelles. Les anciens chefs d'Etat peuvent aussi interpeller les autorités compétentes à accroître le taux d'investissement dans le secteur de la santé publique, ainsi que la coordination des bailleurs de fonds internationaux et encourager une meilleure coordination entre les bailleurs de fonds internationaux et les secteurs publics et privés africains. Les leaders ont reconnu qu'ils pouvaient aider à surmonter les obstacles et préjugés culturels en s'engageant ostensiblement avec des groupes de citoyens et des élus, et en menant des campagnes d'éducation civique.



Un journaliste (à droite) interviewe l'ancien président du Bénin, Nicéphore Soglo (à gauche).

Il a été recommandé que le ASI devienne un point focal pour la création de partenariats et de stratégies multinationales, régionales et continentales pour traiter des questions de santé. Les panélistes ont convenu que les anciens chefs d'Etat devraient mobiliser leur volonté collective pour pouvoir s'exprimer sur la question et aussi pour assister les pouvoirs en place à faire face aux maladies mortelles qui menacent la sécurité, la prospérité et le développement démocratique en Afrique.

PANEL IV : DÉMOCRATISATION : GOUVERNEMENT, PARLEMENT ET SOCIÉTÉ CIVILE

Modérateur : Mme OUMOU TOURÉ, Présidente de l'Association des Femmes Maliennes
Panélistes : S.E. JOAQUIM CHISSANO, Ancien Président du Mozambique ; Membre du Club de Madrid
S.E. MAHAMANE OUSMANE, Ancien Président du Niger

Les anciens chefs d'Etat apportent une perspective unique au développement des institutions démocratiques. La viabilité du parlement, du système judiciaire, des partis politiques, d'une presse



L'ancien président du Niger, Mahamane Ousmane (à gauche), et Madame Oumou Touré (à droite), présidente de l'association des femmes maliennes, discutent du développement démocratique du pouvoir exécutif, du corps législatif et de la société civile.

libre et de la société civile déterminent le succès et la stabilité de la démocratie sur le continent. Les anciens présidents peuvent influencer le développement de ces institutions sans apparaître vouloir s'immiscer dans le rôle constitutionnel de leurs successeurs. Ils peuvent agir comme agents catalyseurs enforçant le développement d'institutions viables et crédibles, étendre la participation politique aux groupes sous-représentés et agir comme acteurs de la société civile pour défendre les questions d'intérêt national ou régional. Les anciens chefs d'Etat ont une connaissance profonde des défis posés à la consolidation démocratique, et ils occupent une position unique leur permettant d'aider les

réformateurs africains à s'attaquer aux défis posés à la gouvernance démocratique. Leur leadership et leur vision, par exemple, peuvent inspirer les femmes et les jeunes à surmonter les obstacles qui entravent leur capacité à jouer un rôle déterminant en politique. Les participants ont envisagé la nécessité de promouvoir des relations de travail efficaces entre la branche législative, le pouvoir exécutif et la société civile à travers l'Afrique. Ils ont souligné l'importance d'accroître la portée des débats parlementaires afin qu'ils incluent les opinions de partis politiques éventuellement sous-représentés ou marginalisés au parlement, de la société civile et d'organisations communautaires ; et ils ont vivement recommandé d'améliorer la communication et le partage d'informations entre les parlementaires et les électeurs. Les participants ont aussi convenu de l'importance du renforcement de l'état de droit dans les pays africains, en remarquant que d'après leurs expériences, le non-respect de ces principes conduit inéluctablement au chaos et à l'anarchie.



Les anciens présidents du Mozambique, Joaquim Chissano (à gauche), et du Cap-Vert, Antonio Mascarenhas Monteiro (à droite), discutent des liens entre le développement économique et la gouvernance.

Les thèmes-clés de cette session comprenaient l'accès des femmes aux responsabilités et le développement de leurs opportunités de leadership politique à l'échelle continentale. Les leaders africains ont souligné l'importance d'associer les femmes au processus électoral et ont reconnu les contributions des femmes lors des élections législatives et présidentielles passées, même si aucune femme n'a été élue chef d'État d'un pays africain.⁶ Les leaders ont convenu d'inviter des candidates à des élections présidentielles, lors de la prochaine session du ASI.

Les participants ont particulièrement souligné le rôle que les anciens leaders pouvaient jouer pour amener les femmes et les jeunes à surmonter les obstacles qui entravent leur capacité à jouer un rôle plus déterminant en Afrique. Certains ont soutenu que l'exclusion des femmes rétrécit le champ du processus de réflexion, ce qui ensuite peut entraîner la prise de mauvaises décisions. L'ouverture du processus à des voix divergentes, dont celles des femmes et des jeunes, enrichirait les débats et les propositions et politiques qui en découleraient.

PANEL V : LEADERSHIP POUR LES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT : LE G8, LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Modérateur : S.E. JOAQUIM CHISSANO, Ancien Président du Mozambique ; Membre du Club de Madrid

Panélistes : S.E. ANTONIO MANUEL MASCARENHAS MONTEIRO, Ancien Président du Cap-Vert ; Membre du Club de Madrid
S.E. ALI HASSAN MWINYI, Ancien Président de la Tanzanie
S.E. SADIQ AL-MAHDI, Ancien Premier Ministre du Soudan ; Membre du Club de Madrid
Le PROFESSEUR JEFFREY D. SACHS, Directeur du Projet du Millénaire de l'ONU et Conseiller Spécial auprès du Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, pour les Objectifs du Millénaire en Matière de Développement

⁶Après la conférence de Bamako, Ellen Johnson Sirleaf fut élue Présidente du Liberia en novembre 2005.

L'Afrique sub-saharienne est la seule région du monde qui se soit appauvrie ces 30 dernières années, représentant 13 pour cent de la population mondiale et 28 pour cent de la pauvreté. Ce panel a évalué les initiatives en cours visant à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement économique sur le continent, et en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, le rôle des organismes de prêt et d'aide, du G8, et de la Commission Blair pour l'Afrique. Le consensus se faisant plus fort pour reconnaître les liens entre croissance économique et réformes politiques, ces questions ont été débattues dans le contexte de la gouvernance démocratique et du rôle des anciens présidents africains pour soutenir les efforts de démocratisation sur le continent.

Les participants ont convenu que pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, il était indispensable de s'engager dans la bonne gouvernance au niveau national, et que les bailleurs de fonds internationaux conditionnent leur assistance à l'adoption de la bonne gouvernance. Ils ont insisté sur le fait que beaucoup de leaders africains étaient d'accord avec les conclusions de la Commission Blair et espéraient que le G8 adopterait l'approche de la Commission soutenant les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Ces leaders préconisaient une plus grande volonté politique de la part des pays développés pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.



L'ancien président du Botswana, Ketumile Masire (à gauche), et l'ambassadeur Charles Stith (à droite), directeur du Centre Africain de Recherche et d'Archives Présidentielles, discutent des opportunités permettant d'être actif politiquement après avoir quitté le pouvoir.

Concernant les institutions financières internationales, comme le Fonds monétaire international, les participants ont affirmé que les programmes d'ajustement structurel avaient aggravé la situation pour de nombreux pays parmi les plus pauvres du continent. Ils ont aussi exprimé leur inquiétude quant au manque de coordination entre les institutions financières internationales et les bailleurs de fonds concernant les politiques de réforme économique et d'assistance.

Soulignant la responsabilité incombant aux leaders africains pour favoriser le développement économique de leurs pays, les participants ont remarqué que les anciens chefs d'État peuvent mettre à profit l'expérience acquise pour défendre et servir de conseillers en matière de développement économique. Ils peuvent aussi exposer les besoins de leurs pays respectifs et de tout le continent auprès de certaines personnalités et organismes, au niveau international.

PANEL VI : RESTER UN LEADER APRÈS AVOIR QUITTÉ LE POUVOIR : LEADERSHIP ET PARTENARIATS APRÈS AVOIR QUITTÉ SES FONCTIONS

Modératrice : S.E. KIM CAMPBELL, Ancien Premier Ministre du Canada ; Secrétaire Général du Club de Madrid

Panélistes : S.E. KETUMILE MASIRE, Ancien Président du Botswana ; Membre du Club de Madrid

S.E. PETRE ROMAN, Ancien Premier Ministre de la Roumanie ; Membre du Club de Madrid

L'AMBASSADEUR CHARLES STITH, Directeur du Centre Africain de Recherches et d'Archives Présidentielles; à l'Université de Boston

Ce panel a abordé quelques-uns des moyens concrets permettant aux anciens chefs d'État de mettre à profit leur stature sur le continent pour faire avancer le développement politique, social et économique en Afrique. Les panélistes ont insisté sur l'efficacité de l'établissement d'alliances avec d'autres leaders, de même qu'avec des partenaires locaux, nationaux et internationaux. Les anciens chefs d'État et de gouvernement ont discuté des moyens leur permettant de transmettre les acquis de leur expérience de haut niveau, après avoir quitté le pouvoir. Les participants ont échangé des exemples d'opportunités et d'initiatives entreprises depuis leur départ.



L'ancien premier ministre du Canada, Kim Campbell (à gauche) et l'ancien premier ministre de la Roumanie, Petre Roman (à droite), discutent des opportunités permettant d'être actif politiquement après avoir quitté le pouvoir.

Les panélistes ont noté que les participants au ASI ont vécu l'expérience exceptionnelle d'un mandat politique dans un environnement démocratique et qu'ils ont le devoir de transmettre les leçons apprises aux générations suivantes. Ils ont convenu de la nécessité de rédiger et de documenter leurs expériences collectives, en particulier parce que la documentation concernant le leadership présidentiel demeure à son état embryonnaire sur le continent africain. Les panélistes ont encouragé les anciens chefs d'État à contribuer à créer un environnement propice à l'action civique en aidant les citoyens à comprendre leurs droits et responsabilités dans une société démocratique. Les

panélistes ont aussi noté le rôle significatif que ces leaders peuvent jouer en incitant leurs pairs et successeurs à promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance.

Il a été reconnu que la plupart des leaders participant au symposium du ASI sont déjà à l'avant-garde d'initiatives visant à améliorer la vie des africains, notamment: les actions pour freiner la propagation du SIDA; dispenser des soins aux orphelins; accorder des bourses à des étudiants en sciences; participer dans l'observation des élections; servir d'envoyés spéciaux aux Nations Unies pour des missions de médiation et de gestion des conflits; pour ne citer que ces points. L'un des participants a argumenté que les anciens présidents pourraient aider à reconstruire les infrastructures socio-économiques et politiques et à faire reculer la pauvreté en Afrique de la même façon dont ils avaient aidé leurs pays respectifs à se débarrasser du colonialisme, à surmonter les divisions provoquées par la guerre froide et l'apartheid en Afrique du Sud.

Certains orateurs ont abordé les défis auxquels les anciens présidents africains peuvent être confrontés après avoir quitté le pouvoir. Par exemple, les présidents en exercice pourraient les regarder avec suspicion, parce qu'ils pourraient craindre d'être l'objet de la critique d'anciens chefs d'État. De même, le manque de ressources pourrait restreindre la capacité des anciens chefs d'État à encourager les objectifs de développement dans leur pays. Concomitamment, ils pourraient être victimes du stéréotype qui présente les dirigeants africains comme tous corrompus et incompetents, et ces images pourraient nuire à leur crédibilité et à leur stature internationale. Les participants ont convenu que les anciens chefs d'État engagés dans la promotion de bonnes causes sur le continent pourraient servir d'exemples positifs et changer cette perspective négative. Les anciens présidents africains peuvent encore contribuer à ce que d'autres croient dans le potentiel énorme de l'Afrique, en jouant un rôle unique de symboles d'espoir à la fois sur le continent et dans le reste du monde.

DÎNER DE TRAVAIL : TENDANCES GLOBALES POUR LA SÉCURITÉ DES PERSONNES : SANTÉ PUBLIQUE, SÉCURITÉ ET CONTRE-TERRORISME

Modérateur : L'AMBASSADEUR DIARRA CHEICK OUMAR, Ancien Ambassadeur du Mali aux États-Unis

Orateurs : S.E. KIM CAMPBELL, Ancien Premier Ministre du Canada ; Secrétaire Général du Club de Madrid
Le GÉNÉRAL CARLTON W. FULFORD, JR., (rtd) Directeur, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique
DR. BACARI KONÉ, Ancien Ministre des Finances du Mali

La sécurité humaine est un concept vaste englobant de nombreux thèmes débattus lors du symposium du ASI, allant de la sécurité physique de personnes en cas de conflits violents, à la protection contre la faim et les maladies mortelles. Le dîner de travail a permis aux participants de discuter d'avantage de l'intercommunication entre les différents thèmes. Les panélistes ont observé que le maintien de la paix dans les pays africains constitue un facteur vital pour le progrès humain. Ils ont aussi demandé aux dirigeants africains de servir de contrepois à l'extrémisme, à la fois au niveau international et dans certaines sous régions du continent. Ils ont remarqué que les anciens chefs d'État peuvent informer les citoyens des dangers du terrorisme et des conflits internes qui entravent le développement et la construction des nations.



(de gauche à droite) L'ancien premier ministre du Soudan, Sadiq Al-Mahdi ; l'ancien président du Cap-Vert, Antonio Mascarenhas Monteiro ; l'ancien président du Mozambique, Joaquim Chissano ; l'ancien premier ministre du Canada, Kim Campbell ; l'ancien président du Botswana, Ketumile Masire ; et l'ancien premier ministre de la Roumanie, Petre Roman, représentent le Club de Madrid au symposium du ASI.

Les panélistes ont signalé l'importance du multilatéralisme, de l'état de droit et du respect des droits de l'homme en tous temps, même dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ils ont aussi discuté de l'impact de la mondialisation en Afrique, étant donné que la plupart des pays africains peinent à assurer les besoins élémentaires de leurs citoyens en matière de santé, d'éducation et d'infrastructures.

Un cas fut mentionné soulignant le "pouvoir de rassembler" grâce auquel les leaders participants peuvent promouvoir le dialogue international ou pan-régional pour rechercher le consensus sur les défis globaux pour la sécurité des personnes et pour la lutte contre le terrorisme. Les orateurs ont souligné que les anciens présidents disposent du pouvoir de rassembler les gens, et cette influence est renforcée quand ils se rejoignent dans une initiative commune ou collective comme le ASI. Cette capacité de rassembler des responsables s'avère très motivante et peut permettre aux décideurs politiques d'initier un dialogue qui n'aurait peut-être pas eu lieu, et d'aborder des questions politiques essentielles tout en sachant rester au-dessus de la mêlée.

Conférence de presse et couverture médiatique

Pour mettre en valeur les discussions du symposium comme exemple positif de la démocratie africaine, les médias africains, tout comme les agences de presse internationales, ont couvert le sommet, publiant largement des articles sur l'importance et le contenu des délibérations. Les représentants des médias furent invités au forum comme observateurs et plusieurs dirigeants leur ont accordé des interviews à propos de leur contribution à la démocratisation sur le continent, ainsi que sur leurs activités après avoir quitté le pouvoir.



Les journalistes prennent des notes pendant la conférence de presse.



Une journaliste pose des questions aux participants pendant la conférence de presse.

La presse a couvert très largement l'Initiative, avant, pendant et après le symposium. Des articles ont été publiés dans plus de 25 organes de presse dans les pays africains. De plus, plusieurs médias internationaux ont publié des articles concernant la conférence et des interviews accordées par certains participants ont été retransmises en direct. (Voir l'annexe E pour les communiqués de presse et l'annexe F pour la liste des articles et interviews sur le ASI.)

La Déclaration de Bamako

Lors de la conférence de presse de clôture, les leaders africains ont présenté la “Déclaration de Bamako de l’Initiative des Anciens Chefs d’Etat Africains”, communiqué conjoint visant à renforcer leur engagement à promouvoir le leadership présidentiel et de la bonne gouvernance en Afrique. Par cette déclaration, les anciens chefs d’État et de gouvernement africains ont exprimé leur engagement à: “continuer à utiliser notre expérience afin d’encourager le dialogue et la résolution pacifique des conflits sur le continent, à promouvoir la sécurité humaine et les modèles de gouvernance démocratique qui permettent aux citoyens de choisir librement leurs leaders et de participer pleinement à la vie politique de leur pays”. Ils ont aussi pris l’engagement de



Les anciens présidents de la Tanzanie, Ali Hassan Mwinyi (à gauche), du Bénin, Nicéphore Soglo (au centre), et de Madagascar, Albert Zafy (à droite), lisent la Déclaration de Bamako.



L’ancien président du Botswana, Ketumile Masire (à gauche), lit la Déclaration de Bamako lors de la conférence de presse de clôture, tandis que les anciens présidents de la Namibie, Sam Nujoma, du Ghana, Jerry Rawlings, et de Sao Tomé-et-Principe, Manuel Pinto da Costa, écoutent.

“lutter contre la menace du VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose et les autres problèmes de santé publique et encourager le développement économique durable et la protection de nos écosystèmes riches mais à la fois fragiles”. (Voir l’Annexe A comportant le texte intégral.)

La déclaration fut rédigée lors d’une séance à huis clos au cours de laquelle les anciens chefs d’État se sont réunis pour débattre, de façon informelle, des questions évoquées par les groupes de discussion. La déclaration a été signée par les 15 dirigeants africains présents au symposium.

Regard vers l'avenir

Depuis la conclusion du symposium de Bamako, les anciens chefs d'État et de gouvernement ont poursuivi leurs efforts de promotion de développement politique, social et économique en Afrique. Le NDI continue aussi à diffuser les informations concernant l'Initiative et le symposium. Le NDI a créé un site web pour le ASI (<http://asi.ndi.org>), sur lequel l'Institut met à jour régulièrement des informations sur le symposium, publie les points importants concernant l'Initiative abordés durant les séances de discussion ou parus dans les médias, et rend compte des activités des participants liés à la promotion de bonnes causes à travers le continent.



(de gauche à droite) Donald Payne, membre du Congrès US ; Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies ; et les anciens présidents du Botswana, Ketumile Masire ; du Cap-Vert, Antonio Mascarenhas Monteiro ; et du Niger, Mahamane Ousmane, prennent la parole au brain trust concernant l'Afrique, du Black Caucus du Congrès Américain à Washington, le 23 septembre 2005.



Les anciens présidents du Cap-Vert, Antonio Mascarenhas Monteiro (à gauche) ; du Botswana, Ketumile Masire (au centre) ; et du Niger, Mahamane Ousmane (à droite) ; échangent leurs points de vue sur le développement en Afrique lors d'un point de presse à la Voix de l'Amérique à Washington le 23 septembre 2005.

Durant le symposium, les leaders africains qui ont participé au symposium ont reconnu la nécessité de partenariats pour faire avancer les objectifs de bonne gouvernance et de développement sur le continent. Certains ont suggéré que les participants du ASI et les partenaires évaluent et harmonisent les nombreuses organisations et les opportunités d'action existantes pour éviter le gaspillage d'énergie et de ressources à travers la duplication des initiatives. Le NDI facilitera la continuation du dialogue et du partenariat entre les chefs d'État et les organisations partenaires qui ont prit part au symposium. Les participants et les organisations partenaires espèrent sincèrement que le symposium inaugural du ASI marquera le début d'une coopération constructive. Ils estiment que les participants au

symposium exploiteront la dynamique de la conférence pour créer un forum très actif qui sera un outil leur permettant de s'attaquer aux défis posés au continent africain.



L'ancien président du Cap-Vert, Antonio Mascarenhas Monteiro (à gauche) ; ancien Secrétaire d'État américain et présidente du Conseil d'administration du NDI, Madeleine Albright (au centre) ; et l'ancien président du Niger, Mahamane Ousmane, discutent d'activités complémentaires pour l'Initiative des Anciens Chefs d'Etat Africains.

Annexes

Annexe A : La Déclaration de Bamako.....	20
Annexe B : L'ordre du jour du symposium.....	25
Annexe C : Biographies des participants	29
Les anciens chefs d'État africains	29
Les anciens chefs de gouvernement parrainés par le Club de Madrid	34
Experts ayant participé aux panels	35
Annexe D : Discours d'ouverture	39
M. Kenneth Wollack, Président du NDI.....	39
M. Abdoulie Janneh, Directeur du Bureau Régional du PNUD pour l'Afrique.....	41
S.E. Ketumile Masire, Ancien Président du Botswana	45
S.E. Amadou Toumani Touré, Président du Mali	48
Annexe E : Communiqués de presse	51
Le 6 mai 2005.....	51
Le 23 mai 2005.....	52
Annexe F : Couverture médiatique	54
Annexe G : Organisations partenaires	62

Annexe A : La Déclaration de Bamako



DECLARATION DE BAMAKO de l'INITIATIVE DES ANCIENS CHEFS D'ETAT AFRICAINS 8 JUIN 2005

Nous, quinze anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement du continent Africain, nous sommes réunis à Bamako au Mali du 5 au 8 juin, 2005 et avons discuté de nos contributions individuelles et collectives pour répondre aux problèmes urgents auxquels l'Afrique fait face aujourd'hui.

Nous estimons que la démocratie est la forme de gouvernement propice au développement de l'ensemble des institutions nationales nécessaires pour assurer une paix durable, la sécurité, la croissance économique et le bien-être social. Nous saluons l'épanouissement de valeurs démocratiques et le respect des droits des citoyens dans un nombre plus croissant de pays africains.

Nous nous engageons à continuer à utiliser notre expérience afin d'encourager le dialogue et la résolution pacifique des conflits sur le continent, à promouvoir la sécurité humaine et les modèles de gouvernance démocratique qui permettent aux citoyens de choisir librement leurs leaders et de participer pleinement à la vie politique de leur pays.

Nous continuerons à lutter contre la menace du VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose et les autres problèmes de santé publique et encourager le développement économique durable et la protection de nos écosystèmes riches mais à la fois fragiles.

Depuis leur départ du pouvoir, les leaders africains ont offert leur expérience et expertise et ont souvent réussi à promouvoir la paix, la démocratie et les droits humains à travers le continent et dans les fora internationaux.

Ils ont oeuvré à garantir l'intégrité et la transparence des systèmes électoraux, à attirer l'attention sur les ravages du paludisme, de la tuberculose et du VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses, à encourager la participation politique des femmes, à améliorer l'accès à l'éducation et aux opportunités économiques pour les Africains, particulièrement les jeunes.

Ils ont servi de médiateurs dans la résolution des conflits dans plusieurs pays tout en analysant et en attirant l'attention sur les causes profondes des guerres dans d'autres pays.

Plusieurs anciens leaders ont joué un rôle dans le développement et la consolidation des d'Institutions régionales et sous-régionales émergentes tels que l'Union Africaine et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Dans le même temps, les anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement ont servi de voix pour l'Afrique auprès de la communauté internationale.

Nous reconnaissons que l’Afrique est une mosaïque où les leaders politiques – au pouvoir comme dans l’opposition- et la société civile construisent et renforcent les institutions pour le changement et la renaissance démocratique, tout en forgeant d’importantes alliances afin de réduire la pauvreté, combattre les maladies et protéger l’environnement.

Nous encourageons les Chefs d’Etat et de Gouvernement sortants à prendre part aux efforts de promotion des principes démocratiques, de la bonne gouvernance, de la sécurité humaine et de développement à travers nos actions et notre collaboration.

Nous croyons qu’il est possible de faire du rêve des africains pour la paix et la prospérité une réalité en exploitant les riches ressources humaines et matérielles du continent.

Nous apprécions le travail, accompli dans les forums en cours, réunissant les anciens Chefs d’Etat, tels que le Club de Madrid, le Conseil des Présidents et Premiers Ministres des Amériques et le Centre de Recherche et d’Archives Présidentielles de l’Université de Boston, ainsi que les organisations internationales, les académies et les organisations non gouvernementales qui ont offert leur expertise technique et des opportunités aux anciens Chefs d’Etat et de Gouvernements afin de servir le continent de manière significative. Nous apprécions les nouvelles initiatives en cours de discussion, tels que le Conseil des sages par le NEPAD et au sein du Commonwealth.

Nous supportons particulièrement l’initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement de créer l’Institut Africain pour la Bonne Gouvernance, un incubateur d’idées innovatrices, une institution véhicule pour recueillir des leçons et un forum de dialogue entre les partenaires africains et internationaux sur les questions de gouvernance.

En conclusion de nos échanges des trois derniers jours, nous affirmons et nous nous engageons de ce qui suit:

Leadership, sécurité et résolution de conflit

A titre individuel et collectif, nous nous engageons à promouvoir des procédures et des institutions fortes et durables pour la gouvernance démocratique à travers le continent.

Nous soulignons le rôle important des militaires et des services de sécurité dans la protection des citoyens ainsi que la nécessité du contrôle civil sur l’armée.

Nous reconnaissons l’importance de combattre les obstacles et les causes profondes des conflits qui freinent le développement d’un processus démocratique inclusif et responsable.

Nous encourageons la communauté internationale à mobiliser des ressources pour la prévention des conflits et à appuyer les efforts de maintien de la paix par les institutions régionales et internationales.

Nous sommes préoccupés par la prévalence de conflits dans un certain nombre de pays, et soutenons les efforts des Nations Unies, de l’Union Africaine et d’autres structures régionales

pour leur résolution par le dialogue et la réconciliation. Nous continuerons d'être disponibles pour la prévention et la médiation de conflits et pour appuyer le développement de processus de paix fondés sur les principes de réconciliation, justice et démocratie.

Nous affirmons que l'alternance politique doit toujours suivre les règles constitutionnelles et les principes démocratiques. Nous sommes particulièrement préoccupés que plusieurs pays traînent dans la mise en application de ces exigences nécessaires pour des transitions démocratiques réussites. Nous demandons que des cadres de dialogue inclusifs soient créés dans ces pays afin de les amener à la réconciliation et à la consolidation démocratique.

Démocratisation

Nous affirmons la responsabilité spéciale des anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement à soutenir le développement d'organes législatifs et judiciaires efficaces, ainsi que d'autres institutions publiques pour assurer la responsabilité publique. Nous sommes engagés à éliminer les obstacles à la participation des femmes en politique.

Nous continuerons d'appuyer le développement de procédures électorales libres et participatives pour la conquête pacifique pour le pouvoir. Nous sommes convaincus, cependant, qu'aucune élection ne peut être dissociée de son contexte historique et culturel et que les élections doivent être entièrement conformes aux principes internationaux des droits civiques et politiques. Nous savons que les élections mal organisées aggravent l'instabilité, surtout quand elles se tiennent dans la précipitation, dans les situations après crises, et sans considération pour les causes profondes de violence ou des anciennes politiques et pratiques d'exclusion. Bien que nous reconnaissons que les élections ne suffisent pas pour créer la démocratie, la gouvernance démocratique n'est pas possible sans des élections crédibles. De telles élections exigent des mécanismes de participation qui fonctionnent, ainsi que la promotion et le renforcement des efforts dans le domaine de l'éducation civique des électeurs.

Se référant aux traditions africaines de consensus et de dialogue inclusif, nous notons en particulier le besoin de renforcer la démocratie dans les partis politiques ainsi que la voix des minorités dans les structures de gouvernance. Nous attirons l'attention sur les programmes de décentralisation qui sont en cours dans plusieurs pays et encourageons ces efforts pour établir la participation démocratique au niveau local.

Nous encourageons la communauté internationale à mobiliser des ressources pour les efforts de démocratisation à tous les niveaux de gouvernance. A cet égard, nous notons la récente proposition de créer un fond des Nations Unies pour la démocratie et espérons qu'il sera proprement financé si la proposition est adoptée.

Les problèmes de santé publique

Nous reconnaissons que les maladies, telles que le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA, ont créé une crise qui prive le continent d'importantes ressources humaines et accentuent la pauvreté. Leur propagation incontrôlée affecte la confiance des citoyens dans les démocraties

naissantes car leurs espoirs pour des standards socio-économiques améliorés ne sont pas satisfaits. En tant qu'anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement, nous voulons nous associer à ceux qui sont actuellement au pouvoir, ainsi qu'à la société civile pour informer, mobiliser les ressources et améliorer l'accès aux services de santé. Nous encourageons, en particulier, la communauté internationale à mobiliser les ressources nécessaires afin de répondre de manière effective aux problèmes de santé publique. Nous nous engageons à chercher un consensus africain et une approche intégrée pour réduire les dommages causés par ces maladies et les éradiquer.

Nous sommes particulièrement inquiets de la fuite de cerveaux dans le domaine médicale. Dans la recherche des solutions, des motivations devraient être suscitées pour retenir et récompenser le personnel qualifié.

Développement social et économique

En tant qu'anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement, nous avons une responsabilité continue de soutenir les efforts qui s'attaquent aux causes profondes de la pauvreté et de stimuler une croissance sociale et économique durable.

Pendant ce symposium, nous avons étudié des initiatives, instruments et institutions nécessaires pour le développement économique et le bien-être de l'Afrique, tout en reconnaissant que la consolidation des institutions démocratiques à tous les niveaux de gouvernance est le meilleur moyen d'assurer le développement durable. La désintégration du monde rural, la dégradation de l'environnement et les politiques agricoles qui conduisent à la famine peuvent mieux être surmontés par des systèmes politiques responsables envers leurs citoyens.

Selon nous, la communauté internationale doit investir plus de ressources financières dans le développement humain et les infrastructures sur le continent. Nous soulignons, en particulier, qu'il faut un plus grand investissement dans les systèmes d'éducatons afin de former et préparer les jeunes à faire face aux défis du futur.

De plus grands efforts doivent être entrepris en partenariat avec la communauté internationale et des institutions financières internationales pour améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable. Une attention spéciale doit être accordée à l'amélioration de l'accès des Africains à l'Internet et d'autres modes de communication qui relient les pays et les individus dans l'économie globale actuelle. Nous soutenons la promotion du commerce et des échanges économiques à l'intérieur de l'Afrique, ainsi qu'entre l'Afrique et la communauté internationale, en conformité avec le programme économique du NEPAD.

De plus, nous notons, avec un intérêt spécial, l'importance d'accroître les opportunités de scolarisation pour les filles qui sont plus marginalisées que les garçons dans le système d'éducation aux niveaux primaire et secondaire.

Nous souhaitons exprimer notre gratitude au Président Amadou Toumani Touré et au gouvernement Malien pour avoir facilité l'Initiative des Anciens Chefs d'Etat Africain, ainsi qu'au peuple malien pour son hospitalité. Nous remercions également l'Institut National Démocratique

(NDI) pour son appui a cette initiative, ainsi qu'aux autres organisations qui ont contribué à cet effort: la Fondation Nationale pour la Démocratie; le Club de Madrid; la Fondation Bill & Melinda Gates ; le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ; le Gouvernement Allemand ; l'Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite (IMD) ; le Centre d'Étude Stratégiques de l'Afrique ; le « Open Society Institute of West Africa » (OSIWA) ; la Fondation Westminster pour la Démocratie et l' USAID.

Nous sommes aussi reconnaissants à l'ancien Premier Ministre Canadien Kim Campbell et à l'ancien Premier Ministre Roumain Petre Roman, membres du Club de Madrid, ainsi qu'aux personnalités qui ont contribué à nos échanges.

Nicéphore Soglo, Ancien Président, Bénin
Ketumile Masire, Ancien Président, Botswana
Antonio Mascarenhas Monteiro, Ancien Président, Cap-Vert
Dawda Kairaba Jawara, Ancien Président, Gambie
Jerry Rawlings, Ancien Président, Ghana
Amos Sawyer, Ancien Président, Libéria
Albert Zafy, Ancien Président, Madagascar
Joaquim Chissano, Ancien Président, Mozambique
Sam Nujoma, Ancien Président, Namibie
Mahamane Ousmane, Ancien Président, Niger
Yakubu Gowon, Ancien Chef d'État, Nigeria
Manuel Pinto da Costa, Ancien Président, Sao Tomé-et-Principe
Miguel Trovoada, Ancien Président, Sao Tomé-et-Principe
Al Sadiq Al-Mahdi, Ancien Premier Ministre, Soudan
Ali Hassan Mwinyi, Ancien Président, Tanzanie

Annexe B : L'ordre du jour du symposium



*Leadership et Gouvernance Démocratique
Bamako, Mali
5 - 8 juin 2005*

DIMANCHE 5 JUIN 2005

19:30 Accueil de tous les participants

Parrainage par l'Agence Américaine pour le Développement International

LUNDI 6 JUIN 2005

9:30 Cérémonie d'ouverture

Accueil

M. Kenneth Wollack, Président, Institut National Démocratique

Remarques concernant le partenariat du ASI

M. Abdoulie Janneh, Directeur, Bureau Régional pour l'Afrique, Programme des Nations Unies pour le Développement

Présentation des panels

S.E. Ketumile Masire, Ancien Président du Botswana, Membre du Club de Madrid

Observations préliminaires

S.E. Amadou Toumani Touré, Président du Mali

11:30 Panel I : Leadership, sécurité et gestion des conflits

Parrainé par le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique

Modérateur: **Dr. Chris Fomunyoh**, Directeur Regional pour l'Afrique, du NDI

Panélistes : **S.E. Jerry Rawlings**, Ancien Président du Ghana

S.E. Amos Sawyer, Ancien Président du Liberia

L'Ambassadeur Ahmedou Ould-Abdallah, Représentant Spécial pour l'Afrique, auprès du Secrétaire Général des Nations Unies

Le général (en retraite) Carlton W. Fulford, Jr., Directeur, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique

13:00 Déjeuner

14:45 Panel II : Missions d'observation et standards des élections

Parrainé par l'Institut National Démocratique et le Programme des Nations Unies pour le Développement

Modérateur : **M. Samuel Kivuitu**, Président, Commission Électorale du Kenya

Panélistes : **S.E. Nicéphore Soglo**, Ancien Président du Bénin

S.E. Albert Zafy, Ancien Président de Madagascar

S.E. Miguel Trovoada, Ancien Président de Sao Tomé-et-Principe

M. Patrick Merloe, Délégué Principal et Directeur des Programmes des Élections et des Processus Politiques, Institut National Démocratique

19:00 Réception de bienvenue organisée par le Gouvernement du Mali pour les anciens chefs d'État et les experts des panels

19:30 Dîner pour les participants

Parrainé par le Gouvernement du Mali

MARDI 7 JUIN 2005

8:50 Accueil de l'ancien président américain Bill Clinton

Parrainé par le Club de Madrid

9:00 Panel III : Problèmes de santé publique posés aux processus de transition démocratique en Afrique : Paludisme, tuberculose, et VIH/SIDA

Parrainé par la Fondation Bill & Melinda Gates

Modérateur: **Dr. Chris Fomunyoh**, Directeur Régional pour l'Afrique, du NDI

Panélistes : **S.E. Dawda Kairaba Jawara**, Ancien Président de la Gambie

S.E. Yakubu Gowon, Ancien Chef d'État du Nigeria

S.E. Sam Nujoma, Ancien Président de la Namibie

Dr. Awa Marie Coll-Seck, Secrétaire Exécutive du Roll Back Malaria Partnership, parrainé par l'Organisation Mondiale de la Santé

Dr. Gail Andrews, Directrice du Département de la Dimension Sociale, HIV/AIDS Research Alliance, Conseil de Recherche en Sciences Humaines, l'Afrique du Sud

11:30 Panel IV : Démocratisation : Gouvernance, Parlement et société civile

Parrainé par le Programme des Nations Unies pour le Développement

Modératrice : **Mme Oumou Touré**, Présidente, Association des Femmes Maliennes

Panélistes : **S.E. Manuel Pinto da Costa**, Ancien Président de Sao Tomé-et-Principe

S.E. Joaquim Chissano, Ancien Président du Mozambique, Membre du Club de Madrid

S.E. Mahamane Ousmane, Ancien Président du Niger

13:00 Déjeuner et remarques préliminaires sur le panel de développement économique

Parrainé par le Club de Madrid

Introduction : **S.E. Joaquim Chissano**, Ancien Président du Mozambique, Membre du Club de Madrid

Orateur : **Le Professeur Jeffrey Sachs**, Directeur, Projet du Millénaire des Nations Unies

15:00 Panel V : Leadership pour les initiatives de développement : le G8, les objectifs du Millénaire pour le développement et les institutions financières internationales

Parrainé par le Club de Madrid

Modérateur : **S.E. Joaquim Chissano**, Ancien Président du Mozambique, Membre du Club de Madrid

Panélistes : **S.E. Antonio Mascarenhas Monteiro**, Ancien Président du Cap-Vert, Membre du Club de Madrid

S.E. Ali Hassan Mwinyi, Ancien Président de la Tanzanie

S.E. Sadiq Al-Mahdi, Ancien Premier Ministre du Soudan, Membre du Club de Madrid

Le Professeur Jeffrey Sachs, Directeur, Projet du Millénaire des Nations Unies

17:00 Séance spéciale des anciens leaders du ASI (anciens chefs d'État et membres du Club de Madrid uniquement)

19:30 Dîner de travail : tendances globales concernant la sécurité des personnes : santé publique, sécurité et contre-terrorisme

Parrainé par le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique et la Fondation Bill & Melinda Gates

Modérateur : **L'Ambassadeur Diarra Cheick Oumar**, Ancien Ambassadeur du Mali aux États-Unis

Orateurs : **Le Général (en retraite) Carlton W. Fulford, Jr.**, Directeur, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique

S.E. Kim Campbell, Ancien Premier Ministre du Canada, Secrétaire Général du Club de Madrid

Dr. Bacari Koné, Ancien Ministre des Finances du Mali

MERCREDI 8 JUIN 2005

9:00 Panel VI : Rester un leader après avoir quitté le pouvoir : Leadership et partenariat après avoir quitté le pouvoir

Parrainé par le Club de Madrid

Modérateur : **S.E. Kim Campbell**, Ancien Premier Ministre du Canada, Secrétaire Général du Club de Madrid

Panélistes : **S.E. Petre Roman**, Ancien Premier Ministre de Roumanie, Membre du Club de Madrid
S.E. Ketumile Masire, Ancien Président de Botswana, Membre du Club de Madrid
L'Ambassadeur Charles Stith, Directeur du Centre Africain de Recherche et d'Archives Présidentielles de l'Université de Boston

11:00 **Révision du document de synthèse**

13:00 **Dîner de clôture**

14:30 **Conférence de presse**

Annexe C : Biographies des participants

Les anciens chefs d'État africains



S.E. JOAQUIM ALBERTO CHISSANO ancien Président du Mozambique (1986-2004), Membre, Club de Madrid

Joaquim Alberto Chissano est devenu Président de la République de Mozambique en 1986. Pendant qu'il était président, il a entrepris d'énormes réformes socio-économiques. Il a ouvert le pays au multipartisme et a introduit l'économie de marché dans le pays. En 1992, il a négocié avec succès un accord de paix avec la Résistance Nationale Mozambicaine (RENAMO) qui a mis fin à 16 ans de guerre civile. En 1994, il a remporté les premières élections multipartites du pays et a été re-élu en 1999. Président Chissano a décidé de ne pas se présenter pour un autre mandat lors des élections de 2004. Pendant sa présidence, Chissano a occupé plusieurs postes internationaux y compris celui de la Présidence de l'Union Africaine. Avant de devenir Président, Chissano militait dans le Mouvement de Libération Mozambicain (FRELIMO), et a été premier ministre du gouvernement de transition qui était en place avant la proclamation de l'indépendance en 1975.



S.E. YAKUBU GOWON ancien Chef d'État du Nigeria (1966-1975)

Yakubu Gowon a accédé au pouvoir en 1966 en qualité de chef du gouvernement militaire fédéral nigérian et de commandant en chef des forces armées. Depuis son départ du pouvoir en 1975, Président Gowon a obtenu un doctorat en science politique du London School of Law and Economics en Grande Bretagne. Il a aussi reçu plusieurs diplômes et titres honorifiques. Il est actuellement professeur vacataire au Centre d'Etudes pour le Développement Nigérian et président du Arewa Consultative Forum (ACF). Président Gowon a également créé le Centre Gowon et il est devenu l'un des plus grands activistes de la campagne pour l'éradication du vers de guinée sur le continent.



S.E. DAWDA KAIRABA JAWARA ancien Président de la Gambie (1970-1994)

Dawda Kairaba Jawara est devenu Président de la Gambie après l'adoption par référendum d'une nouvelle constitution en 1970 qui a aboli la monarchie et transformé le pays en république. Fondateur du Parti Progressiste du Peuple, Président Jawara a été élu plusieurs fois avant d'être évincé par un coup en 1994. Il vivait en exil entre 1994 et 2002, date à laquelle le gouvernement Gambien a abrogé l'interdiction d'activités politiques imposée à son parti. Avant d'être Président, Président Jawara était Premier Ministre quand la Gambie accédait à l'indépendance en 1975 et ministre de l'Education avant l'indépendance.



S.E. KETUMILE MASIRE ancien Président du Botswana (1980-1998),
Membre, Club de Madrid

Ketumile Masire, ancien enseignant et parlementaire, est devenu le second Président du Botswana en 1980. Il a été réélu plusieurs fois et a servi jusqu'à sa retraite volontaire en 1998. Président Masire garde un grand intérêt pour les questions humanitaires. De 1998 à 2000, il a présidé les délégations choisies par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour faire une enquête sur le génocide Rwandais. De 2000 à 2003, il était le facilitateur du dialogue inter- Congolais. Il est le nouveau lauréat de la bourse Lloyd G. Balfour et African President-in-Residence au Centre Africain de Recherche et d'Archives Présidentielles (APARC) de l'Université de Boston. Président Masire détient plusieurs doctorats et titres honorifiques, le Prix Leadership Africain pour l'Elimination Permanente de la Faim, le Honorary Knighthood of the Grand Cross of Saint Michael and Saint George (Grande Bretagne) et l'Ordre Namibien de Welwitschia. Il a aussi participé aux missions internationales d'observation des élections notamment celle d'Ethiopie.



S.E. ANTONIO MANUEL MASCARENHAS MONTEIRO ancien Président
du Cap-Vert (1991-2001), Membre, Club de Madrid

Antonio Manuel Mascarenhas Monteiro, leader politique et ancien Président de la Cour Suprême, est devenu le premier président démocratiquement élu du Cap-Vert en 1991. Il a été réélu en 1996. Lorsqu'il était au pouvoir, Président Monteiro a présidé la troisième conférence sur le Système Régional de Protection des Droits Humains en Afrique et en Europe ; il a aussi été élu Président de la Communauté des Etats Lusophone (CPLP) en 1998. Depuis son départ du pouvoir, Président Monteiro a présidé le group de contact envoyé par l'OUA à Madagascar en 2002 pour servir de médiateur au conflit consécutif aux élections présidentielles de 2001. En juin 2003, il a participé au sommet sur le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et la Sécurité organisé par la Coalition Globale pour l'Afrique, tenu à Accra, Ghana.



S.E. ALI HASSAN MWINYI ancien Président de la Tanzanie (1984-1995)

Ali Hassan Mwinyi a été élu à la présidence en 1984 après avoir assuré la présidence par intérim de Zanzibar. Il a initié et géré la transition de la Tanzanie vers le multipartisme politique. Conformément aux dispositions de la constitution de 1992, il a pacifiquement quitté le pouvoir à la fin de son second mandat en 1995. En 2000, Mwinyi a été nommé par le Président de Tanzanie, Benjamin Mkapa, à la tête de l'initiative nationale de lutte contre le VIH/SIDA. En sa qualité d'Homme d'Etat respecté et apprécié, Mwinyi continue à jouer un rôle primordial dans la vie civique et associative de la Tanzanie.



S.E. SAM NUJOMA ancien Président de la Namibie (1990-2005)

Sam Nujoma fut le premier Président élu de la Namibie en 1990 et resta au pouvoir jusqu'en 2005. Il compte entreprendre des études supérieures en géologie à l'Université Namibienne. Avant d'accéder au pouvoir, Nujoma a dirigé l'Organisation Armée du Peuple du Sud et l'Ouest Africain (SWAPO) dans la lutte contre l'autorité de l'Afrique du Sud sur la Namibie et sa tentative d'y instaurer l'apartheid. Pendant cette période, il a conduit la Namibie à l'indépendance. Après son départ du pouvoir, Président Nujoma a créé la Fondation Sam Nujoma, une fondation à but non lucratif, pour apporter des aides financières aux étudiants Namibiens en sciences et technologie, aux orphelins et aux enfants atteints du VIH.



S.E. MAHAMANE OUSMANE ancien Président du Niger (1993-1996)

Mahamane Ousmane a été Président démocratiquement élu du Niger. Il a été élu en 1993 et déposé par un coup d'état militaire en 1996 avant la fin de son premier mandat. Lorsqu'il était au pouvoir, il a négocié, avec succès, un accord de paix avec la rébellion Touareg qui a mis fin à six années de conflit armé. Après son départ du pouvoir, Président Ousmane a été élu Président de l'Assemblée Nationale. Il occupe actuellement le poste de Président de l'Association Mondiale des Parlementaires Francophones. Il a aussi participé à plusieurs missions internationales d'observation des élections dont celles du Nigeria.



S.E. MANUEL PINTO DA COSTA ancien Président du Sao Tomé-et-Principe (1975-1990)

Manuel Pinto Da Costa fut le premier Président de Sao Tomé-et-Principe à l'indépendance des Iles en 1975. Il occupa la fonction de Président jusqu'en 1990, l'année à laquelle, il a décidé de céder le pouvoir. Il a établi la démocratie pluraliste dans le pays en 1989. Il a conduit le pays à l'adoption d'une nouvelle Constitution qui a établi le multipartisme et imposé une limite au nombre de mandats présidentiels soit deux (2) fois 5 ans; il a garanti la protection des droits de l'homme et aboli la peine de mort. Il a quitté le pouvoir de façon pacifique lorsqu'il a perdu les élections présidentielles de 1990. Il continue à participer activement aux programmes de promotion de la démocratie et aux missions d'observation des élections. Depuis son départ du pouvoir Pinto da Costa a participé à plusieurs missions électorales au Burundi et ailleurs.



S.E. JERRY JOHN RAWLINGS ancien Président du Ghana (1979 et 1981-2001)

Jerry John Rawlings a accédé au pouvoir en 1979 en tant que Président du Conseil révolutionnaire des forces armées. Après quatre mois au pouvoir, le Conseil a organisé des élections et rendu le pouvoir à une administration civile. En 1981, il a accédé une nouvelle fois au pouvoir et a restauré le multipartisme en 1992. Il a

gagné les élections présidentielles de 1992 et 1996 en tant que candidat du Congrès National Démocratique (NDC). En 1993, il a reçu le Prix Leadership Afrique pour l'Élimination Permanente de la Faim et il a été nommé personne distinguée pour l'année internationale des volontaires en 2001. Il a également reçu plusieurs diplômes honorifiques de l'université Medgar Evers College et de l'université de la ville de New York, ainsi qu'un doctorat en diplomatie et développement de Lincoln University. Depuis son départ du pouvoir, Président Rawlings a été nommé Représentant Spécial des Nations Unies sur les Maladies Sexuellement Transmissibles et il a dirigé les efforts pour mobiliser les ressources pour le traitement au niveau local du Buruli, des vers de Guinée et du paludisme.



S.E. AMOS SAWYER ancien Président du Liberia (1990-1994)

Amos Sawyer a été désigné Président par intérim du gouvernement d'union nationale mis en place en 1990 pendant que le pays était encore en guerre civile. Sawyer a été choisi pour le poste de Président par intérim par les membres du comité de médiation de la CEDEAO chargé de négocier le cessez-le-feu et qui est composé de représentants de sept pays. Depuis sa retraite de la politique Libérienne, Président Sawyer est retourné dans le milieu académique et il est actuellement chercheur et Codirecteur des Ateliers de la Théorie et de l'Analyse Politique à l'Université d'Indiana, Etats-Unis d'Amérique.



S.E. NICÉPHORE D. SOGLO ancien Président du Bénin (1991-1996)

Economiste et ancien haut fonctionnaire de la Banque Mondiale, Nicéphore D. Soglo a été élu Président du Bénin en 1991 et a occupé le dit poste jusqu'en 1996. Depuis son départ du pouvoir, Président Soglo met à profit son expérience acquise à la Banque Mondiale pour contribuer aux études de politiques économiques en Afrique Sub-Saharienne. Il était Maître de Conférences en Résidence à l'Université de Harvard et a codirigé plusieurs missions internationales d'observation des élections.



S.E. MIGUEL TROVOADA ancien Président du Sao Tomé-et-Principe (1991-2001)

Miguel Trovoada a été élu Président de Sao Tomé-et-Principe en 1991, à la suite des premières élections multipartites du pays. Il a été réélu pour un deuxième mandat en 1996. Conformément aux dispositions de la Constitution, il a cédé le pouvoir à la fin de son second mandat en 2001. Pendant sa présidence, Président Trovoada a établi des rapports solides avec la communauté internationale des bailleurs de fonds et a entrepris avec succès plusieurs réformes économiques. Pendant ces dernières années Président Trovoada a participé à plusieurs initiatives de résolution de conflits en Afrique Centrale et de l'Ouest.



S.E. ALBERT ZAFY ancien Président du Madagascar (1993-1996)

Zafy a été élu en 1993 à travers une élection marquant le retour des civiles au pouvoir après une décennie de règne militaire. Avant d'occuper ce poste Présidentiel, le Président Zafy avait été désigné président de l'organe de transition chargé de rédiger la Constitution qui a rétablit le multipartisme à Madagascar. Sous son leadership, la coalition des partis politiques de l'opposition, Forces Vives, mena le mouvement vers la démocratie dans le pays. Zafy est demeuré dans le domaine médical après avoir quitté la Présidence.

Les anciens chefs de gouvernement parrainés par le Club de Madrid



S.E. SADIQ AL-MAHDI ancien Premier Ministre du Soudan (1966-1967 et 1986-1989), Membre du Club de Madrid

Sadiq Al-Mahdi est devenu Premier Ministre du Soudan à la suite de la victoire de son parti aux élections générales en 1986 - une position qu'il a maintenue jusqu'au renversement de son gouvernement en 1989. En dépit des années passées en prison et en exil, Mr. Al Mahdi continue à promouvoir la démocratie, la paix, et la réconciliation nationale au Soudan. Il a joué un rôle essentiel dans la réalisation de plusieurs événements importants y compris la chute de la dictature d'Aboud en 1964, la signature de l'entente pour la réconciliation nationale exigeant la réforme démocratique en 1977, et à la révolution d'avril 1985. En 2003, il a signé la déclaration du Caire pour la paix et la transformation démocratique avec la faction armée du Mouvement pour la Libération du Peuple Soudanais (SPLM/A) et le Parti Democratic Unioniste (DUP). Présentement, Mr. Al-Mahdi continue ses efforts de mobilisation pour aider à restaurer la paix au Soudan.



S.E. KIM CAMPBELL, ancien Premier Ministre du Canada (1993), Secrétaire Générale du Club de Madrid

Kim Campbell a servi en tant que première femme Premier Ministre du Canada, après avoir été élue leader du parti Conservateur Progressiste Canadien en 1993. Avant de devenir Premier Ministre, elle fut la première femme au Canada à gérer le portefeuille de la Justice et de la Défense et la première femme à être Ministre de la Défense d'un pays de l'OTAN. Depuis son départ de la primature, Mme Campbell a servi comme Consul Générale du Canada à Los Angeles (1996-2000), Présidente du Conseil des femmes leaders du monde (1999-2003), et Présidente du Forum International des Femmes (2003-jusqu'à présent). Elle est également Directrice de l'Association Internationale de Leadership et préside le Conseil Consultatif de l'Institut Ash pour la Gouvernance Démocratique et l'Innovation. Elle occupe la fonction de Secrétaire Générale du Club de Madrid depuis Janvier 2004.



S.E. PETRE ROMAN ancien Premier Ministre de la Roumanie (1989-1991), Membre du Club de Madrid

Petre Roman, membre fondateur du Front National du Salut, est devenu Premier Ministre de la Roumanie post-communiste en 1989, poste qu'il occupa jusqu'en 1991. En 1992, il est devenu membre de la Chambre des Députés où il présida la Commission Défense jusqu'en 1996. Roman est ensuite devenue Sénateur et Président de la Commission Défense de 1996 à 1999. Il fut Ministre d'Etat chargé des Affaires Internationales de 1999 à 2000. Il a aussi occupé les fonctions de Président du parti démocratique de Roumanie de 1993 à 2001 et de Président du sénat de 1997 à 2001. Il a été réélu Sénateur en novembre 2000 et continue à servir jusqu'à présent. Roman était également Rapporteur Spécial de l'Assemblée Nord Atlantique de 1993 à 1996, et Président par intérim de l'assemblée parlementaire de coopération économique de la Mer Noire de 1997 à 1998.

Experts ayant participé aux panels

Dr. GAIL ANDREWS, Directrice du Département de la Dimension Sociale, HIV/AIDS Research Alliance, Conseil de Recherche en Sciences Humaines, l'Afrique du Sud (HSRC)

Le Docteur Gail Andrews est actuellement directrice du département de la dimension sociale, HIV/AIDS Research Alliance, (SAHARA). Dr. Andrews a joué un rôle-clé dans la contestation des pratiques de l'apartheid dans les services de santé, en tant que présidente de l'Organisation des services de santé et des services sociaux du secteur du Western Cape dans les années 80. Avant de rejoindre SAHARA, elle était Directrice de la Promotion de la santé et maître de conférences en gestion et politique de santé, du département de politiques de santé et santé publique de l'Université de Pretoria. En 2004, elle a joué un rôle de leader dans le développement des stratégies visant à soutenir les programmes de lutte contre le VIH et le SIDA en Afrique du Sud. Elle a obtenu un doctorat de santé publique à l'Université de Western Cape et un mastère de santé publique à l'Université du Pays de Galles.

Dr. AWA MARIE COLL-SECK, Secrétaire Exécutive, Roll Back Malaria Partnership, parrainé par l'Organisation Mondiale de la Santé

Le docteur Awa Marie Coll-Seck est secrétaire exécutive du Roll Back Malaria Partnership depuis mars 2004. Au cours de sa carrière académique internationale remarquable dans les domaines de santé publique et de médecine, elle a servi en tant que Ministre de la Santé de la République du Sénégal, et Directrice des politiques, de la stratégie et de la recherche pour le programme commun du HIV/SIDA (UNAIDS). Elle est l'auteur de plus de 150 publications sur des sujets comprenant le paludisme, la rougeole, le tétanos, la tuberculose, le VIH/SIDA et les maladies cardio-vasculaires.

Dr. CHRIS FOMUNYOH, Délégué Principal et Directeur Régional pour l'Afrique Centrale et Occidentale, Institut National Démocratique

Le Docteur Chris Fomunyoh est actuellement Directeur Régional de l'Afrique à l'Institut National Démocratique. Il a organisé et conseillé des missions internationales de surveillance des élections, a conçu et supervisé des programmes de soutien, spécifiques à chaque pays, avec des organisations civiques, des partis politiques et des corps législatifs dans de nombreux pays africains.

Dr. Fomunyoh est parfaitement bilingue anglais-français. Il est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Yaoundé au Cameroun, d'un mastère (LL.M.) en droit international de la Harvard Law School, et d'un doctorat en sciences politiques de l'Université de Boston. Il est professeur auxiliaire de politique et de gouvernance africaines à l'Université de Georgetown, et au Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique.

Le GÉNÉRAL (en retraite) CARLTON W. FULFORD, JR., Directeur, Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique

Le général Fulford est directeur du Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique depuis 2003. Il a pris

sa retraite du corps des marines en février 2003 avec le rang de général après avoir servi comme Commandant adjoint du Commandement des forces des États-Unis en Europe, poste qui nécessitait beaucoup de travail sur les relations USA-Afrique et de voyages en Afrique. Avant ce poste, il a servi dans le Pacifique et le Golfe comme Commandant général, Commandant, Directeur et Sous-directeur de l'état-major interarmées, et a été plusieurs fois décoré pour ses excellents services. Diplômé de l'École navale américaine, il est titulaire d'un mastère du Rensselaer Polytechnic Institute. Il est aussi diplômé du Collège industriel des Forces armées, département stratégique de la National Defense University.

M. ABDOULIE JANNEH, Directeur, Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), Bureau Régional pour l'Afrique

Abdoulie Janneh est Secrétaire général adjoint et Directeur du Bureau régional de l'UNDP pour l'Afrique depuis 2000. Il a travaillé pour l'UNDP la première fois en 1979 comme conseiller en programmes au Burkina Faso. Il a plus tard servi comme responsable de programmes à New York et en Sierra Leone. Il a aussi servi comme Secrétaire exécutif adjoint au Fonds d'équipement des Nations Unies et Représentant résident au Niger et au Ghana. Avant de rejoindre l'UNDP, Mr. Janneh était planificateur en développement pour le gouvernement de la Gambie. Il est titulaire d'un mastère en planification urbaine et régionale de l'Université de Nottingham en Angleterre. Il a aussi suivi les cours du Fourah Bay College, Sierra Leone (sciences de l'ingénieur), ainsi que ceux de l'Université de Bradford, Angleterre (planification de projets et expertise), et de l'Institut de développement économique de la Banque mondiale (gestion de projets).

M. SAMUEL KIVUITU, Président, Commission Électorale du Kenya

Samuel Kivuiti, ancien député, est l'actuel président de la Commission électorale du Kenya (ECK). Membre du Kenya Africa National Union (KANU) et juriste de profession, M. Kivuitu fait de la politique depuis 1964, quand il était leader étudiant à l'Université de Dar-es-Salaam, Tanzanie. Ayant participé à de nombreuses missions internationales de surveillance, dont celle de surveillance par les Nations Unies des premières élections démocratiques d'Afrique du Sud en 1994, M. Kivuitu a été nommé membre de la Commission électorale en 1992 et servi comme Vice-Président en 1996, avant d'être nommé Président en décembre 1997. M. Kivuiti a suscité l'admiration de la communauté internationale pour avoir fait preuve de capacités de leadership exceptionnelles en guidant l'ECK lors de la transition politique au Kenya.

Dr. BACARI KONE, Ancien Ministre des Finances du Mali

Le docteur Bacari Koné est le coordinateur du Projet de développement du Secteur des finances du Ministère de l'Économie et des Finances. Avant son poste actuel, Dr. Koné a servi de 2000 à 2002 comme Ministre de l'Économie et des Finances. Il a aussi exercé la fonction de Directeur du Trésor national et de la comptabilité publique de 1999 à 2000 et a été Directeur du Budget national de 1991 à 1999. Dr. Koné est titulaire d'un doctorat en administration publique avec une spécialisation en finances publiques de l'Université de l'État de New York à Albany (SUNY-Albany).

M. PATRICK MERLOE, Délégué Principal et Directeur de Programmes de Processus Électoraux et Politiques, Institut National Démocratique

Patrick Merloe dirige les programmes électoraux de l'Institut National Démocratique, comprenant les projets constitutionnels et de réforme juridique sur les questions électorales, les programmes relatifs aux organismes non-gouvernementaux et les partis politiques, pour le contrôle des élections, les évaluations internationales des élections et les délégations d'observateurs électoraux. Il participe aussi aux programmes du NDI, relatifs à la souveraineté de la loi, et soutenant les politiques publiques. Avant de rejoindre le NDI en 1993, M. Merloe était avocat chez Heller Ehrman White & McAuliffe. Il a également enseigné le droit international traitant des droits de l'homme, à la faculté de droit de l'Université de San Francisco. Il a obtenu son doctorat en droit à la faculté de droit de l'Université de Pennsylvanie, achevé des études de deuxième cycle en analyse des politiques publiques à l'Institut de sciences politiques de Washington, et son premier cycle à Temple University.

S.E. l'AMBASSADEUR AHMEDOU OULD-ABDALLAH, Représentant Spécial auprès du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

Ahmedou Ould-Abdallah a été nommé représentant spécial auprès du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest en septembre 2002. En cette qualité, il s'est particulièrement investi lors de la crise ivoirienne, représentant le Secrétaire général aux négociations de Marcoussis. Il a aussi représenté le Secrétaire général lors des négociations de paix organisées par l'ECOWAS sur le Liberia à Accra en juillet 2003, et il a joué un rôle de leader dans la discussion des stratégies visant à promouvoir la paix et la stabilité dans cette région avec les dirigeants de l'ECOWAS. Ambassadeur Ould-Abdallah est aussi Président de la Commission bilatérale Cameroun-Nigeria, qui a été créée en novembre 2002, et qui tient des réunions bimensuelles à Yaoundé et Abuja.

Le PROFESSEUR JEFFREY D. SACHS, Directeur du Projet du Millénaire des Nations Unies et Conseiller Spécial au Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement

Jeffrey D. Sachs est le Directeur de l'Institut de la Terre, professeur de développement durable à l'Institut Quetelet, et professeur de gestion et politiques de santé à l'Université Columbia. Il est aussi Directeur du projet du millénaire des Nations Unies et conseiller spécial auprès du Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, pour les objectifs du Millénaire pour le développement. Avant son arrivée à l'Université de Columbia en juillet 2002, Pr. Sachs a passé plus de vingt ans à l'Université de Harvard, et plus récemment il était Directeur du Centre de développement international et professeur de commerce international à l'Institut Galen L. Stone. Il avait obtenu sa licence avec mention très bien à Harvard en 1976, son mastère et son doctorat, respectivement en 1978 et en 1980. Il fut recruté par Harvard en 1980, devint maître de conférences en 1982 et professeur titulaire de chaire en 1983.

L'AMBASSADEUR CHARLES STITH, Directeur, Centre Africain de Recherche et d'Archives Présidentielles

Avant d'accéder à son poste actuel de Directeur du Centre Africain de Recherche et d'Archives

Présidentielles de l'Université de Boston, l'ambassadeur Charles Stith a servi comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis en Tanzanie. Après avoir achevé sa mission en Tanzanie, il a été chargé par le Président de l'Université de Boston de fonder le Centre Africain de Recherche et d'Archives Présidentielles (APARC). Il est diplômé de Baker University, le grand institut de théologie Gammon du centre théologique pluriconfessionnel d'Atlanta. L'ambassadeur Ambassadeur Stith est le fondateur et l'ancien président national de l'Organization for a New Equality (O.N.E.) qui s'efforce de créer de nouvelles opportunités économiques pour les minorités et les femmes. Il a été professeur auxiliaire au Boston College et à la Harvard Divinity School.

S.E. AMADOU TOUMANI TOURÉ, Président du Mali (2002-actuellement)

Après le coup d'État contre Moussa Traoré, en 1991, President Amadou Toumani Touré est devenu chef du comité provisoire de défense des intérêts du peuple, et a assumé les fonctions de chef d'État du Mali durant la période provisoire de transition vers la démocratie. Le président Touré a organisé la conférence nationale, ainsi que les élections présidentielles et législatives en 1992. Après les élections il a remis le pouvoir au président nouvellement élu, Alpha Oumar Konaré, et fut ensuite surnommé "Le soldat de la démocratie". En juin 2001, le président Touré est devenu envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, en république centre-africaine après l'échec du coup d'état dans ce pays. En 2001, il a quitté l'armée et a repris sa carrière politique et a été candidat aux élections présidentielles. Le président Touré a été élu président du Mali en 2002. Alors que le président Touré n'est membre d'aucun parti politique, son gouvernement comprend des membres de tous les partis politiques du pays.

Mme OUMOU TOURE, Présidente, l'Association des Femmes Maliennes

Oumou Touré est sociolinguiste, formatrice et éducatrice, spécialisée dans les questions des femmes. Mme Touré est membre du Mouvement démocratique malien et des collectifs de femmes maliennes (COFEM). Elle est aussi présidente d'un organisme communautaire de développement non-gouvernemental qui agit à l'échelon rural et cible spécialement les femmes. Mme Touré est actuellement présidente de l'association des femmes maliennes (CAFO), qui regroupe 2044 organisations de femmes dans tout le Mali, organisme considéré tant au Mali que dans les pays de cette région comme une instance émergente et puissante, capable de promouvoir la participation et les responsabilités des femmes.

M. KENNETH WOLLACK, Président, Institut National Démocratique

Kenneth Wollack a rejoint le NDI en 1986 comme vice-président et a été élu président par le conseil d'administration de l'Institut en mars 1993. Auparavant, M. Wollack co-éditait la Revue politique du Moyen Orient, bulletin d'information basé à Washington et écrivait régulièrement des articles de politique étrangère pour le Los Angeles Times. De 1973 à 1980, il a été directeur juridique de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC). Il a aussi servi l'équipe de McGovern à la campagne des élections présidentielles de 1972. Kenneth Wollack est diplômé d'Earlham College, Richmond, Indiana, et a étudié à l'étranger, à l'Université de Londres. Il est aussi membre de l'Advisory Committee on Voluntary Foreign Aid et président du Comité américain du Programme des Nations Unies pour le Développement.

Annexe D : Discours d'ouverture

Initiative des Anciens Chefs d'État Africains : Leadership et Démocratisation Cérémonie d'Ouverture 6 juin 2005

Remarques de Kenneth Wollack, Président, Institut National Démocratique

Président Touré, Excellences, Messieurs les anciens chefs d'État des 14 pays du continent africain et Messieurs les Premiers ministres Campbell, Roman et Al-Mahdi du Club de Madrid, supporters du ASI venant d'Afrique, d'Europe, des États-Unis et des Nations Unies, membres du gouvernement malien et de la société civile, participants distingués, invités, observateurs et journalistes, Je suis très heureux de vous accueillir tous à la réunion inaugurale du symposium de l'Initiative des Anciens Chefs d'État africains. Je suis Ken Wollack, président de l'Institut National Démocratique, organisation internationale située à Washington, dédiée à la promotion des valeurs, institutions et processus démocratiques dans le monde entier.

L'idée de créer le ASI fut lancée il y a presque quatre ans par des anciens leaders africains et grâce à des consultations étendues avec Chris Fomunyoh, Directeur Régional de L'Afrique du NDI pour l'Afrique. Mon institut est fier d'avoir soutenu cette idée et contribué à sa réalisation. Pour vous donner une idée du temps de gestation du ASI, Chris Fomunyoh a d'abord consulté le Président Touré non pas comme un hôte potentiel de la réunion inaugurale, mais comme participant de l'initiative, car il était ancien président à cette époque.

L'initiative du ASI vient d'une idée simple : il existe maintenant un groupe important d'anciens dirigeants politiques sur le continent qui ont contribué au développement économique, social et politique de leurs pays respectifs et qui peuvent toujours se montrer actifs, collectivement ou individuellement, pour les problèmes de l'Afrique, allant de la résolution des conflits et des actions pour la paix jusqu'aux élections crédibles et à la bonne gouvernance, et mobiliser les bonnes volontés pour lutter contre les ravages des maladies mortelles, comme le VIH/SIDA.

Rappelez-vous ces faits saillants illustrant les changements politiques en Afrique. Entre 1960 et 1980, seuls trois Présidents africains ou Premiers ministres ont quitté le pouvoir volontairement ou après avoir perdu une élection. Depuis 1990, ce chiffre s'est élevé à 32. Alors que de nombreux anciens leaders servent déjà de modèles pour leurs successeurs et ont déjà participé à des actions régionales humanitaires et de démocratisation, le défi aujourd'hui consiste à mobiliser au mieux leurs compétences et expérience pour contribuer à faire face à des défis cruciaux, continentaux et internationaux.

L'essentiel du travail du NDI est de rassembler des gens ayant des expériences et des domaines d'expertise divers et les amener à partager ce qu'ils savent et ce qu'ils ont appris. Ce réseau international de solidarité a démontré que le progrès démocratique est indissociable de la coopération démocratique. Dans ce monde de plus en plus interdépendant, nous sommes responsables les uns des autres, parce que les événements survenant dans un pays, bons ou mauvais, peuvent avoir une influence sur d'autres pays. Nous devons nous servir de cette interdépendance comme d'une

force pour le soutien mutuel, comme d'une arme stratégique pour la paix. Nous sommes une seule humanité. Chaque échec que nous aurons pu éviter, permettra d'en éviter d'autres.

Maintenant soyons francs, et disons les choses comme elles sont, sans hypocrisie aucune: pour la plupart des hommes d'autres régions du monde, qui ne sont pas bien informés, l'Afrique est un vaste continent, dominé par des autocrates et embourbé dans les conflits, la pauvreté, la maladie et la corruption. Mais les personnes réunies autour de cette table nous donnent une autre perspective qui devrait nous guider pour bien regarder ce continent. Sans minimiser tous les problèmes, et ils sont réels et importants, l'Afrique d'aujourd'hui est en fait une mosaïque où les dirigeants politiques, à la fois au pouvoir et dans l'opposition, commencent à bâtir ce que Salim Salim appelle l'"architecture" du changement démocratique. Mais pour réussir, il faut exploiter tous les talents dont ce continent dispose. Le président Kennedy a dit un jour que la démocratie n'est pas une réalisation définitive, mais un appel à poursuivre des efforts sans aucune relâche. Voilà ce qui peut le mieux décrire ce qui nous rassemble.

Le NDI reconnaît cependant que le ASI n'agit pas de façon isolée, les initiatives complémentaires se présentent et d'autres suivront. Nous avons appris du Conseil des Présidents et Premiers ministres des Amériques, dirigé par le Président Carter. Nous avons coopéré avec le programme extraordinaire pour les anciens leaders africains, de l'ambassadeur Stith, à l'Université de Boston, et observé et travaillé étroitement avec le Club de Madrid, qui en quelques années seulement a permis à d'anciens dirigeants de contribuer à résoudre des conflits dans presque toutes les régions du monde. Nous sommes au courant des nouvelles initiatives faisant l'objet de débats, tels le "Conseil des Anciens" du NEPAD, et celles du Commonwealth. Le ASI peut contribuer à ces actions en cours et futures, mais aussi en profiter.

Le président Mbeki a défini ce processus dans un contexte différent quand il a décrit le développement de la nouvelle constitution sud-africaine. "Notre allégresse", a-t-il dit, "provient du fait que ce produit magnifique est une création sortie seulement de mains et de cerveaux africains. Mais c'est aussi un hommage à notre perte de vanité, malgré la tentation de nous considérer comme un rameau exceptionnel de l'humanité, parce que nous avons puisé dans l'expérience et la sagesse accumulées par tous les peuples, afin de nous définir comme nous le voulons".

Laissez-moi conclure en remerciant ceux qui ont généreusement apporté leur concours à l'Initiative du ASI. Il s'agit du gouvernement du Mali, qui a tant fait pour nous accueillir, du Club de Madrid, de l'Institute for Multi-Party Democracy des Pays-Bas, de la Fondation Gates, du gouvernement allemand, du Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, de la Fondation Nationale pour la Démocratie, de la Fondation Westminster pour la démocratie, de l'OSIWA et de l'USAID.

Enfin, je voudrais faire remarquer que le ASI comporte une imperfection de taille, à savoir l'absence de femmes. Il n'y a pas eu de femme chef d'État en Afrique. Espérons qu'à mesure que le ASI évoluera, vous serez obligés d'ajouter une lettre au sigle et qu'elle deviendra l'ASSI (African Statesmen and Stateswomen Initiative).

C'est avec un grand plaisir que j'accueille Abdoulie Janneh, Directeur régional du PNUD pour l'Afrique. Le NDI est fier de son partenariat avec le PNUD, en de nombreux endroits de par le monde. Nous connaissons et apprécions tous le rôle que jouera le PNUD pour les questions qui seront débattues à ce forum.

Déclaration préliminaire
M. Abdoulie Janneh
Secrétaire Général Adjoint de l'ONU et Directeur du Bureau
Régional du PNUD pour l'Afrique

Réunion de l'Initiative des Anciens Chefs d'Etat Africains
5 - 8 juin 2005
Bamako-Mali

- Excellences,

- Honorables invités,

- Mesdames et Messieurs

Au nom du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et en mon nom personnel, j'aimerais m'associer au Président du NDI, Kenneth Wollack et à tous les représentants du Partenariat ASI pour vous souhaiter la bienvenue à Bamako ainsi qu'à ce symposium.

Avant toute chose, j'ai l'agréable devoir de rendre hommage à ce pays africain qui nous accueille ici, la République du Mali, et à son illustre Président, Son Excellence le Général Amadou Toumani Touré. Depuis 1991, le peuple malien et le Président Touré ont fait montre de grande sagesse et de patriotisme en transformant ce pays en une démocratie performante, avec deux alternances du pouvoir par voie électorale dans le calme et la dignité. En plus de constituer un cas d'école en matière de transition démocratique en Afrique, le Mali a une autre leçon qui est insuffisamment connue, celle d'avoir réglé le conflit qui opposait l'Etat à la rébellion Touareg du Nord.

Permettez-moi ensuite de rendre hommage au NDI. Depuis sa création, l'Institut a apporté une assistance appréciable au processus de démocratisation dans les pays en transition de l'autoritarisme à la démocratie à travers le monde. Son accompagnement de ce processus en Afrique, par l'observation des élections, la promotion de la société civile et le renforcement des institutions parlementaires, entre autres actions, mérite nos félicitations et toute notre reconnaissance.

Excellences,

Cette réunion a lieu à un moment critique de l'histoire de l'Afrique. Ce forum se tient à un moment où nous voyons des signes encourageants pour la détermination de l'Afrique à saisir l'initiative du développement et à fournir le leadership permettant de faire face aux défis posés au continent. Le PNUD et moi-même à titre personnel, sommes donc encouragés par l'audace, de plus en plus affirmée, de l'Union africaine et des communautés économiques régionales pour s'attaquer aux défis posés par la paix et la sécurité, la gouvernance démocratique et le développement économique et social.

Nous sommes également satisfaits par le changement de tendances au sein de la communauté internationale. Cet engagement de la communauté mondiale visant à soutenir le développement de l'Afrique depuis la publication du rapport du Projet du millénaire des Nations Unies, Investir dans le Développement, est réconfortant. La mobilisation pour supporter le Rapport de la Commission pour l'Afrique, Notre intérêt commun, est également réconfortante.

Je suis sûr qu'à partir d'aujourd'hui, grâce à la réunion du G-8 ainsi qu'au Sommet des chefs d'État convoqué par le Secrétaire général de l'ONU cette année à New York visant à prendre en considération la rédaction de la Déclaration du Millénaire, beaucoup de déclarations seront faites et des engagements pris en faveur de l'Afrique. Cette réunion se déroule donc avec à l'arrière-plan, ce que j'appellerai, une dynamique positive pour l'Afrique. Et l'importance de nos délibérations, j'ose le dire, sera en partie évaluée par la façon dont tous nos participants continuent d'encourager les gouvernements africains à persévérer dans la mise en œuvre des mesures politiques nécessaires. Nos délibérations auront été couronnées de succès si toutes les personnes éminentes réunies ici continuent d'encourager la communauté internationale à respecter jusqu'au bout ses engagements envers le continent.

Le PNUD se considère comme un partenaire privilégié de l'Afrique et est heureuse de s'associer à une initiative qui a réuni tant d'illustres personnalités du continent. Notre partenariat avec l'Afrique est bâti sur une vision partagée d'un continent uni, prospère et pacifique où les citoyens ont reçu l'autorisation, les encouragements et les pouvoirs pour jouer un rôle central pour déterminer positivement leur avenir. C'est cette vision partagée qui continuera de nous guider dans notre tâche en Afrique et de soutenir les nombreuses initiatives en cours alors que l'Afrique entre dans une ère nouvelle.

Excellences,

Je ne vais pas vous ennuyer en donnant les détails des différents défis auxquels le continent est toujours confronté. Vous les connaissez tous, vous qui, je le pense, de diverses manières, avez conduit les transitions durant vos mandats de chefs d'État dans vos pays respectifs, qui faisaient la promotion de la bonne gouvernance et des réformes socio-économiques. Le PNUD et le NDI ont donc le privilège de vous accueillir à ce forum, et nous comptons sur vos idées et vos conseils pour nous aider à améliorer le soutien que nous apportons aux réformes économiques et de bonne gouvernance, aux défis du HIV/SIDA, du paludisme, et aussi du commerce international et de la mondialisation.

Pour expliquer pourquoi le PNUD soutient le ASI, je voudrais insister sur les quelques initiatives que le PNUD appuie en Afrique et pour lesquelles nous recherchons aussi votre soutien continu et votre engagement à aller de l'avant, et pour lesquelles également les leçons de ce forum seront très bénéfiques.

Premièrement, le PNUD a été mandaté par le Secrétaire général aux Nations Unies pour aider à coordonner les actions au niveau national visant à soutenir les objectifs du Millénaire pour le développement (MDGs). À cet égard, et en accord avec nos actions continues destinées à aider

les pays en voie de développement à promouvoir la bonne gouvernance, le PNUD est fier de s'associer avec le ASI pour atteindre cet objectif. Nous sommes heureux de voir la détermination croissante des peuples africains et des gouvernements à améliorer le système et la pratique de bonne gouvernance afin de gagner la guerre contre la pauvreté, le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies endémiques.

Car ce n'est qu'en trouvant des solutions à ces défis que nous pouvons espérer atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous apprécierons beaucoup votre soutien au programme des objectifs du Millénaire pour le développement.

Deuxièmement, le PNUD est un participant et un partenaire indispensable de la transformation institutionnelle de l'Union africaine, institution importante non seulement pour l'unité continentale mais aussi pour la cohérence politique et la synergie de programmes dans toutes les sphères de développement dans un environnement de concurrence en voie de mondialisation. À cet égard, nous soutenons la création d'organismes comme le Conseil de Paix et Sécurité pour renforcer son rôle dans la prévention des conflits et aussi dans la mise en œuvre d'un plan stratégique de la commission de l'Union africaine.

L'Union africaine a un rôle crucial à jouer pour unir le continent pour surmonter la pauvreté, les conflits armés et la dégradation de l'environnement. En plus du soutien au plan stratégique et au programme prioritaire d'action de l'Union africaine, le PNUD appuie aussi le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et le Comité africain de contrôle par les pairs (APRM). Le NEPAD dispose d'un énorme potentiel pour une synergie accrue, une cohérence de politique, de coordination de programmes et finalement pour favoriser le développement des marchés africains internes, tout en créant un front commun abordant les questions de mondialisation et de commerce international. Votre soutien à l'Union africaine et son programme de développement est indispensable à son succès.

L'APRM fournit la démonstration concrète de la volonté de l'Afrique à améliorer et approfondir sa gouvernance économique et démocratique. Il est nécessaire d'avoir une vue globale des processus de gouvernance, d'entreprendre un examen exhaustif des systèmes, de disposer d'indicateurs de base, et de produire un plan d'action pour améliorer progressivement la gouvernance dans les pays qui ont souscrit volontairement au mécanisme. À présent quelques 23 pays ont signé les protocoles de l'APRM et 5 pays ont déjà accueilli cet exercice avec enthousiasme et la participation de leur gouvernement et de la société civile. Il est souhaitable que tous les pays africains adhèrent à l'APRM car cela augmentera la crédibilité des gouvernements africains concernant leur soutien à la gouvernance démocratique.

L'Initiative finale du PNUD sur laquelle je voudrais attirer votre attention, est la création d'un Institut de gouvernance africaine. Cet institut qui a reçu l'aval de l'Union africaine verra le jour lors de la Conférence du PNUD appuyée par le CODESRIA (Conseil pour le Développement de la recherche en sciences sociales en Afrique) à Dakar en fin de semaine. L'AGI (Institut de gouvernance africaine) servira d'incubateur d'idées innovantes, comme moyen institutionnel faisant la synthèse des leçons apprises et des bonnes pratiques, et aussi de forum pour le dialogue avec les partenaires internationaux et locaux sur les questions de gouvernance. Nous sommes vraiment encouragés

par l'approbation écrasante qu'il a reçue de la Commission de l'Union africaine comme il le considère comme un pilier supplémentaire d'innovation en matière de gouvernance en Afrique. Nous espérons qu'à terme et quand l'Institut sera créé, il pourra bénéficier de votre sagesse et que ses travaux seront ainsi plus pertinents et concrets, pour le bénéfice de l'Afrique.

Excellences,

Votre participation à ce forum envoie un message important concernant votre engagement constant envers l'Afrique garantissant que les acquis sont maintenus et améliorés. Votre présence souligne aussi le fait que vous admettez l'importance de la cohésion et de la coordination des politiques sur le continent, afin de faire face avec succès aux défis de développement qui de plus en plus submergent les différents pays. Votre présence ici prouve que vous soutenez les progrès de l'Afrique.

Notre objectif ici est de voir dans quelle mesure le travail que vous avez accompli peut être consolidé et si les fondations de bonne gouvernance que vous avez bâties peuvent permettre à l'Afrique d'atteindre les plus hauts sommets. Le PNUD a le privilège de participer à ce processus et nous espérons de fructueuses discussions ici à Bamako.

Je vous remercie beaucoup pour votre attention.

Allocution de l'Ancien Président du Botswana, Sir Ketumile Masire
Initiative des Anciens Chefs d'État Africains
Bamako, Mali
6 - 7 juin 2005

Excellences,
Chers invités,
Mesdames et Messieurs,

1. Laissez-moi exprimer ma gratitude la plus sincère à l'Institut National Démocratique et au Club de Madrid pour avoir organisé cette réunion de l'Initiative des Anciens Chefs d'État africains et pour m'y avoir invité. Je suis aussi particulièrement reconnaissant pour l'invitation spéciale de la part de son Excellence le Président Amadou Toumani Touré, avec qui j'ai collaboré dans une autre mission il y a 3 ans environ.

2. Excellences, lors de ce sommet, nous aborderons quelques questions de grande importance pour l'Afrique regroupées sous le titre : "Leadership et gouvernance démocratique". Nous explorerons les questions essentielles des régimes démocratiques et durables en Afrique.

3. Nous envisagerons le changement de paradigme pour le développement socio-économique de l'Afrique, causé par les défis posés entre autres par les épidémies de paludisme, de tuberculose et du VIH/SIDA.

4. De plus, nous passerons en revue quelques initiatives, outils et institutions qui sont essentiels pour le développement économique de l'Afrique. Ils comprennent, mais cette liste n'est pas limitative, le Fonds monétaire international, le G8 et les objectifs du Millénaire pour le développement.

5. Pour la gestion de notre programme de travail, nous adopterons une stratégie de discussions de panels. Il y en aura 6, comme indiqué dans cet ordre du jour :

Panel 1 : Leadership, sécurité et gestion des conflits

Panel 2 : Missions d'observation et standard des élections

Panel 3 : Problèmes de santé publique posés aux processus de transition démocratique en Afrique: paludisme, tuberculose, et VIH/SIDA

Panel 4 : Développement économique, le FMI, le G8 et les objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique

Panel 5 : Démocratisation : gouvernement, parlement et société civile

Panel 6 : Construire des partenariats avec les anciens chefs d'État : rester un leader après avoir quitté le pouvoir

6. Excellences, même si certains d'entre nous se sont retirés du pouvoir, il ne fait aucun doute que nous avons toujours le désir et la compétence de servir l'Afrique autrement. Par conséquent, notre objectif premier est désormais d'aider à maximiser les bénéfices que notre continent peut retirer de l'environnement mondial. Nous pouvons apporter notre contribution sur beaucoup de points sur la base des expériences que nous avons accumulées au cours de nombreuses années, et à vrai dire lors de circonstances éprouvantes.

7. Excellences, mesdames et messieurs, en cette occasion, partageons quelques-unes de mes expériences récentes. Comme certains le savent, j'ai quitté le pouvoir le 31 mars 1998 après de nombreuses années de dévouement au service de mon pays.

8. J'espérais me consacrer à ma passion, l'agriculture. Mais malheureusement, à peine avais-je débarrassé mon bureau de l'essentiel qu'on me confiait la responsabilité d'enquêter sur les circonstances du génocide du Rwanda et des événements s'y rapportant. L'expérience traumatisante d'une telle tragédie hante toujours beaucoup de gens, non seulement de notre continent, mais aussi tous les habitants de cette planète qui aiment la paix.

9. J'ai collaboré étroitement avec son Excellence, le président Amadou Toumani Touré pour cette mission. M. le Président, j'espère évoquer avec vous amicalement ces souvenirs au cours de ce séjour à Bamako.

10. Il nous a fallu de longs mois de dur labeur pour rédiger notre rapport et accomplir notre mission. Ce fut avec un certain empressement que je remis notre rapport au Secrétaire général de l'OUA, son Excellence le docteur Salim Ahmad Salim en décembre 2000. Je pensais que ma tâche était terminée.

11. Je fus donc pris par surprise quand le Secrétaire général de l'OUA, suivi par un groupe de Congolais, que j'avais connu comme différentes parties de l'Accord de Lusaka, m'informa que j'avais été choisi pour être le médiateur du dialogue inter-congolais.

12. Ce fut le commencement d'une autre mission. Mes tentatives de refus furent vaines. La pression était extrêmement forte. Je recherchais l'appui du président du Botswana, mais cela ne servit à rien.

13. Avec beaucoup de réticence, j'acceptai d'être le médiateur du dialogue inter-congolais pour une nouvelle mission en République Démocratique du Congo. Le dialogue dura 3 années, marquées par des négociations pénibles, ponctuées par d'amères ruptures et l'ingérence extérieure. Et ce qui est pire, les discussions étaient caractérisées par une mauvaise foi apparente de certaines parties prenant part aux négociations.

14. On put cependant gérer cette situation avec beaucoup d'adresse, on sut créer la confiance, et les différentes parties congolaises conclurent finalement leurs négociations. Ils signèrent l'Acte final et approuvèrent les résolutions issues des négociations le 2 avril 2003, à Sun City en Afrique du Sud.

15. J'avais espéré me retirer définitivement de la vie politique en quittant Sun City. Cependant la providence en disposa autrement, ma retraite tant espérée restait un mirage, une illusion d'optique. Et je le dis, car je trime toujours !

16. Je me joins à vous aujourd'hui en ma qualité de président africain en résidence à la fondation Balfour au Centre Africain de Recherche et d'Archives Présidentielles (APARC) de l'Université de Boston.

17. La finalité de ma mission est double. Premièrement, elle permet à l'Université de Boston et à tout le peuple américain, de rencontrer des personnalités africaines possédant une expérience pratique et une perception différente des dynamiques politiques et économiques africaines.

18. Deuxièmement, la mission se déroule sur un lieu de rencontres propice à l'échange de vues et d'opinions entre un éventail très vaste de personnalités américaines d'une part, et de représentants de l'Afrique d'autre part.

19. Excellences, j'espère que très bientôt je pourrais me retirer dans ma modeste demeure, où je pourrai reprendre mes tâches simples consistant à élever le bétail et veiller aux récoltes. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, je n'ai aucun regret. Je suis heureux, tant que j'en ai l'énergie, le temps et la motivation, d'être disponible pour servir l'humanité.

20. La rétrospective de ces événements depuis mon départ de la présidence fait ressurgir beaucoup de souvenirs, certains extrêmement pénibles, d'autres hilarants, et certains vraiment agréables. Je pourrais continuer encore très longtemps. Mais je sais que le temps est une ressource précieuse qu'il ne faut pas gaspiller. En gardant ceci à l'esprit, je suis vraiment disposé à relater à vos Excellences certaines de ces anecdotes dans les couloirs.

21. Je vous remercie pour votre attention et vous souhaite de très fructueuses délibérations.

Discours
De
Son Excellence Monsieur
Amadou Toumani Touré
Président de la République, Chef de l'État du Mali
A l'Occasion du : « Symposium des Anciens Chefs d'État »

Bamako, 06 juin 2005

Excellences, Messieurs les Présidents et Chefs de Gouvernement ;

Monsieur le Premier Ministre du Mali ;

Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement ;

Mesdames, Messieurs les Présidents ou Représentants des Institutions de la République ;

Excellences, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations Internationales ;

Distingués Invités ;

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais, tout d'abord, au nom du peuple malien souhaiter, une chaleureuse et fraternelle bienvenue, à tous les Anciens Chefs d'Etat ou de Gouvernement, ainsi qu'aux éminentes personnalités conviées à cet important symposium.

Le choix de Bamako, pour abriter vos assises, représente, pour nous Maliens, une marque d'estime et de considération, de la part du « National Democratic Institute » (NDI).

J'exprime ma profonde gratitude, aux responsables de cette prestigieuse institution, dont l'engagement et le dévouement, ont rendu possible la tenue, de la présente rencontre.

Excellences, Messieurs les Présidents ;

Distingués invités,

Il n'est pas rare d'entendre, dans les conversations, sur notre continent et en dehors, que l'Afrique a changé.

Ce changement renvoie, à une multitude de faits ou de choses, qu'il serait fastidieux d'énumérer ici.

La clé de cette évolution, c'est vous, mes chers aînés, pour la part décisive prise, par chacun de vous, dans les mutations politiques, dans vos pays respectifs.

Ce symposium prouve, en effet, que l'Afrique a changé.

Le statut d'Anciens Chefs d'Etat ne relève plus de la curiosité sur notre continent. Il est devenu une réalité au fur et à mesure que le cercle s'élargissait.

Je me réjouis de voir dans cette salle tous ces hommes d'Etat, qui symbolisent chacun à sa manière, une facette de l'histoire politique africaine.

Après les bons et loyaux services, que vous avez rendus à vos peuples, le symposium de Bamako, présente l'intérêt de vous réunir pour réfléchir, tous ensemble, au bénéfice, de notre continent.

Le thème de la rencontre a été judicieusement choisi, car la « Gouvernance Démocratique, la Paix et la Sécurité », n'ont aucun secret pour les Anciens Chefs d'Etat ou de Gouvernement, que Vous êtes.

Vous devez votre statut actuel, au fait que vous vous êtes retiré du pouvoir, dans le respect des règles du Jeu démocratique.

Vos avis, suggestions et critiques, sur la gouvernance politique de nos états, sont donc non seulement recevables, mais ils peuvent nous permettre d'améliorer la gestion de nos Pays.

En portant, aujourd'hui, votre regard sur l'Afrique, vous avez le double avantage d'émettre un jugement, fondé sur l'expérience et surtout la sagesse du recul.

La Paix et la Sécurité, sont aussi des questions, que vous avez côtoyées en activité.

Les propositions du symposium contribueront, à enrichir la réflexion globale, sur la prévention et la gestion des conflits, sur notre continent.

Excellence Messieurs les Présidents ;

Mesdames, Messieurs ;

Par delà les conclusions de vos travaux, le symposium de Bamako, peut et doit être le point de Départ d'une plus grande implication, des Anciens Chefs d'Etat dans la vie de nos pays.

Leur capital expérience, leur adhésion aux valeurs de démocratie et de liberté, sont autant d'atouts pour le bon accomplissement, des missions qui peuvent leur être confiées.

C'est le lieu de saluer, l'engagement humanitaire de beaucoup d'entre vous, pour des causes diverses, au profit des populations africaines.

Par ailleurs, il est heureux de constater que le symposium de Bamako, a permis d'établir un pont entre Anciens Leaders Africains et des personnalités, qui ont exercé les fonctions éminentes, de Premier Ministre au Canada, au Portugal, en Roumanie.

Permettez moi de remercier, en votre nom à tous, ces illustres invités, pour leur présence à Bamako et pour l'Intérêt, qu'ils portent au continent Africain.

Messieurs les Présidents, Chers Aînés,

Le développement de l'Afrique, passe par la mobilisation de toutes ses énergies : pouvoirs publics, partis politiques, société civile, chaque entité apporte sa pierre à l'édifice collectif.

Dans cette œuvre, l'apport des Anciens Chefs d'Etat ou de Gouvernement, ne doit pas être des moindres.

Je sais toute votre disponibilité, mais acceptez que nous venions perturber aussi souvent que nécessaire, votre quiétude, en vous mobilisant au service de l'Afrique

En renouvelant mes félicitations au NDI, pour l'initiative de cette rencontre :

-Je déclare ouvert le symposium des Anciens Chefs d'Etat et de Gouvernement, et souhaite plein succès à vos travaux.

Je vous remercie de votre attention !

Annexe E : Communiqués de presse



COMMUNIQUE DE PRESSE

CONTACT :

Jean Freedberg (English)
+ (1) 202.728.5527
asipress@ndi.org

Walarigaton Coulibaly (français)
+ (1) 202.728.5616
asipress@ndi.org

Grant Godfrey (português)
+ (1) 202.728.5546
asipress@ndi.org

PUBLICATION IMMEDIATE

Le 6 mai 2005

SYMPOSIUM DES ANCIENS CHEFS D'ETAT AFRICAINS SUR LE THEME DE LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE ET DE LA SECURITE

Les anciens chefs d'Etat africains se réuniront à Bamako, au Mali, du 5 au 8 juin 2005

WASHINGTON – Plus de 20 anciens chefs d'Etat et de gouvernement, participeront à un symposium du 5 au 8 juin pour discuter des défis des transitions politiques pacifiques en Afrique et partager leurs expériences en matière d'initiatives humanitaires et de démocratisation à travers le continent. Le symposium, connu sous l'appellation de l'Initiative des Anciens Chefs d'Etat Africains, aura lieu à Bamako, au Mali.

L'objectif de cette initiative est double : d'une part, encourager les anciens chefs d'état démocratiques à poursuivre leur participation constructive aux efforts de démocratisation sur le continent ; d'autre part, offrir un forum leur permettant de partager leurs expériences en matière d'initiatives relatives à la démocratisation et aux autres défis qu'ils ont entrepris après avoir quitté leurs fonctions.

Les thèmes abordés lors de ce symposium de trois jours seront les suivants : la démocratisation et la sécurité, la gestion des conflits, le développement économique, les défis de santé affectant l'Afrique, les élections, la bonne gouvernance, les parlements et la société civile.

Cette initiative des leaders africains est soutenue par le Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, le Club de Madrid, la Fondation Bill & Melinda Gates, l'Institut National Démocratique, la Fondation Nationale pour la Démocratie, le Programme des Nations Unis pour le développement et la Fondation Westminster pour la Démocratie.

Pour toute information complémentaire sur l'Initiative des Anciens Chefs d'Etat Africains, veuillez visiter notre site Internet au www.ndi.org.

NOTE : LA PRESSE EST INVITÉE À COUVRIR LE SYMPOSIUM

Les discussions en plénières sont ouvertes aux médias. Les organes de presse devront se faire enregistrer à l'avance, veuillez donc contacter le NDI si vous souhaitez participer à cet événement. Un programme plus détaillé, la liste des participants et des présentateurs, sera disponible à une date ultérieure.



COMMUNIQUE DE PRESSE

PUBLICATION IMMEDIATE
Le 23 mai 2005

CONTACT :

Programme: Chris Fomunyoh (202) 728-5540 /chrisf@ndi.org

Presse: Jean Freedberg (202)728-5527 /jfreedberg@ndi.org

SYMPOSIUM DES ANCIENS CHEFS D'ETAT AFRICAINS SUR LE LEADERSHIP PRESIDENTIEL EN AFRIQUE

Les participants annoncés pour une rencontre historique à Bamako, Mali, du 5 au 8 juin 2005

WASHINGTON DC—Vingt anciens chefs d'Etat, participeront à un symposium du 5 au 8 juin pour discuter des défis politiques et économiques en Afrique et partager leurs expériences en matière d'initiatives humanitaires et de démocratisation à travers le continent. Le symposium, connu sous l'appellation de l'Initiative des Anciens Chefs d'Etat Africains, aura lieu à Bamako, au Mali.

A ce jour, les participants confirmés sont les suivant :

Nicéphore Soglo (<i>Bénin</i>)	Joaquim Chissano (<i>Mozambique</i>)
Ketumile Masire (<i>Botswana</i>)	Sam Nujoma (<i>Namibie</i>)
Antonio Mascarenhas Monteiro (<i>Cap-Vert</i>)	Mahamane Ousmane (<i>Niger</i>)
Arístides Maria Pereira (<i>Cap-Vert</i>)	Alhaji Shehu Shagari (<i>Nigeria</i>)
Dawda Kairaba Jawara (<i>Gambie</i>)	Abdulsalami Abubakar (<i>Nigeria</i>)
Jerry Rawlings (<i>Ghana</i>)	Yakubu Gowon (<i>Nigeria</i>)
Malam Bacai Sanhá (<i>Guinée-Bissau</i>)	Manuel Pinto da Costa (<i>Sao Tomé-et-Principe</i>)
Amos Sawyer (<i>Liberia</i>)	Miguel Trovoada (<i>Sao Tomé-et-Principe</i>)
Albert Zafy (<i>Madagascar</i>)	Ali Hassan Mwinyi (<i>Tanzanie</i>)
Karl Auguste Offmann (<i>Maurice</i>)	Kenneth Kaunda (<i>Zambie</i>)

L'objectif de cette initiative est double : d'une part, encourager les anciens chefs d'état démocratiques à poursuivre leur participation constructive aux efforts de démocratisation sur le continent ; d'autre part, offrir un forum leur permettant de partager leurs expériences en matière d'initiatives relatives à la démocratisation et aux autres défis qu'ils ont entrepris après avoir quitté leurs fonctions.

Durant les trois jours du symposium, les membres suivants du Club de Madrid seront présent : Kim Campbell (ancien Premier Ministre du Canada), Antonio Guterres Oliveira (ancien Premier Ministre du Portugal), Petre Roman (ancien Premier Ministre de la Roumanie) et Al Sadig Al-Mahdi (ancien Premier Ministre du Soudan).

De nombreux experts internationaux dont, Jeffrey Sachs (Earth Institute, Columbia University), Awa Marie Coll-Seck (Organisation Mondiale de la Santé), Carlton W. Fulford, Jr. (Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique), Charles R. Stith (Africa Presidential Archives and Research Center), Bernard Kouchner (fondateur de Médecins Sans Frontières) et Abdoulie Janneh (Programme des

Nation Unies pour le Développement) seront également présent au symposium. Les questions abordées comprendront la sécurité, la gestion des conflits, le développement économique, les défis de santé affectant l’Afrique, les élections, la bonne gouvernance, les parlements et la société civile.

###

Les discussions en plénière sont ouvertes aux médias. Les organes de presse devront se faire enregistrer à l’avance, veuillez donc contacter le NDI aux adresses ci-dessous ou visitez notre site Web au www.ndi.org

Annexe F : Couverture médiatique

INTERVIEWS EN DIRECT

Voix de l'Amérique: Conférence de Presse des Personnalités – 23 septembre 2005

Les anciens Chefs d'Etat africains adressent les défis de l'Afrique

Antonio Manuel Mascarenhas Monteiro, ancien président du Cape Vert, Ketumilé Masiré, ancien président du Botswana, et Mahamane Ousmane, ancien président du Niger, adressent les défis politiques et de développement de l'Afrique dans une conférence de presse organisée par la voix de l'Amérique.

http://www.voanews.com/english/Africa/former_african_presidents.cfm

Voix de l'Amérique: Straight Talk Africa – 29 juin 2005

L'Afrique: La vie après la présidence

L'hôte Shaka Ssali a parlé à l'ancien président ghanéen Jerry Rawlings au sujet de la vie après la présidence et ce que d'autres anciens chefs africains font pour encourager les uns et autres à remettre le pouvoir par le vote des urnes.

BBC World Service – juin 2005

Les Chefs d'Etats Africains disent ce qu'ils pensent :

Elizabeth Blunt a rencontré cinq aînés parmi les anciens chef d'état pour découvrir ce que serait leur message aux chefs des huit nations les plus riches et les plus puissantes, en avant du sommet de G8 : Jerry Rawlings, ancien président du Ghana ; Sadiq Al-Mahdi, ancien premier ministre du Soudan ; Amos Sawyer, ancien président du Libéria ; Sam Nujoma, ancien président de la Namibie ; et Nicéphore Soglo, ancien président du Bénin

http://www.bbc.co.uk/worldservice/programmes/worldtoday/news/story/2005/06/050616_africa_leaders.shtml

BBC World Service: Africa Live – 8 juin 2005

“Que faire avec les anciens chefs d'Etat quand ils quittent le pouvoir ? est une source de discussion pour beaucoup d'Africains. L'initiative africaine d'Hommes d'Etat, qui est lancée au Mali, espère se concentrer sur les exemples positifs de la vie après la présidence. Sur BBC Afrique en direct, nous demandons : Y a-t-il une vie après la présidence ? Les présidents retraités devraient-ils être impliqués dans la politique ? Et devraient-ils continuer à jouir de l'immunité?

”Interview I couvre : Kenneth Wollack, Président de NDI ; H.E. Ketumile Masire, ancien président du Botswana ; L'Ambassadeur Charles Stith, directeur, archives présidentielles africaines et centre de recherches ; et H.E. Jerry Rawlings, ancien président du Ghana.

Interview II couvre : H.E. Amos Sawyer, ancien président du Libéria ; H.E. Jerry Rawlings, ancien président du Ghana ; et Dr. Christopher Fomunyoh, Directeur Régional pour l'Afrique du NDI.

ARTICLES DE JOURNAUX

23 septembre 2005

Former African Leaders Cautious about Democratic Progress

Voice of America

<http://www.voanews.com/english/archive/2005-09/2005-09-23-voa60.cfm?CFID=39702083&CFTOKEN=89028432>

Robert Daguillard

23 septembre 2005

Former Leaders Meet at VOA to Discuss African 'Renaissance'

Voice of America

<http://www.voanews.com/english/archive/2005-09/2005-09-23-voa59.cfm?CFID=39702083&CFTOKEN=89028432>

21 juillet 2005

The African Statesmen Initiative: Finding Relevance for Ex-African Leaders

Daily Trust (Nigeria)

<http://allafrica.com/stories/200507210334.html>

Is'haq Modibbo Kawu

15 juillet 2005

Life After Presidency: Role of Ex-Presidents in Africa

The Namibian

<http://www.namibian.com.na/2005/July/columns/05C54DC545.html>

Henning Melber

17 juin 2005

Christopher Fomunyuh "En tant que Camerounais, je suis préoccupé par l'avenir de mon pays"

icicemac.com

<http://www.icicemac.com/nouvelle/index.php3?nid=4184>

Pius N. Njawé

16 juin 2005

Rawlings Back From Attending African Statesmen Initiative

Ghana News Today

<http://www.ghananewstoday.com/portal/index.php?option=content&task=view&id=690>

Clement Akapame

15 juin 2005

Former African Leaders Resolve to Assist Incumbents

The News (Liberia)

<http://allafrica.com/stories/200506150288.html>

Jerome Dalieh

14 juin 2005

Help Africa to get as much as it gives

Atlanta Journal-Constitution

<http://www.ajc.com/opinion/content/opinion/0605/14edstith.html>

Ambassador Charles Stith

14 juin 2005

En marge du symposium des anciens chefs d'Etat africains tenu à Bamako, la problématique de la bonne gouvernance et de l'alternative du pouvoir en Afrique

Le Potentiel (Democratic Republic of the Congo)

<http://fr.allafrica.com/stories/200506140162.html>

Angelo Mobateli

13 juin 2005

Former African Leaders End Summit in Bamako

The Inquirer (Liberia)

<http://allafrica.com/stories/200506141154.html>

Melissa Chea Annan

13 juin 2005

Rawlings Slams Eyadema as Author of Togo Crisis

Vanguard (Nigeria)

<http://www.vanguardngr.com/articles/2002/world/w213062005.html>

Emmanuel Aziken

13 juin 2005

Symposium de Bamako, épilogue : de quoi vivent les chefs d'Etat africains à la retraite?

Le Potentiel (Democratic Republic of the Congo)

<http://fr.allafrica.com/stories/200506130133.html>

Angelo Mobateli

12-18 juin 2005

Sommet des anciens

L'Intelligent/Jeune Afrique

12 juin 2005

Symposium des Anciens Chefs d'Etat Africains sur le Leadership Présidentiel en Afrique

Bendré (Burkina Faso)

http://www.bendre.africa-web.org/article.php3?id_article=927

Pabeba Sawadogo

12 juin 2005

Keep off 2007!

Vanguard (Nigeria)

<http://vanguardngr.com/articles/2002/headline/f112062005.html>

10 juin 2005

Anciens chefs d'état africains : nouvelle mission pour les retraités

Wal Fadjri (Senegal)

<http://fr.allafrica.com/stories/200506100728.html>

10 juin 2005

Symposium des anciens chefs d'Etat de l'Afrique : déclaration de Bamako

Le Messager (Cameroon)

<http://fr.allafrica.com/stories/200506120014.html>

9 juin 2005

Bamako: Le dialogue dans la gestion des conflits

Angola Press

<http://www.angolapress-angop.ao/noticia-f.asp?ID=347320>

9 juin 2005

OSIWA a convoyé 30 journalistes au symposium des ex-chefs d'Etat

Angola Press

<http://www.angolapress-angop.ao/noticia-f.asp?ID=346926>

8 juin 2005

Déclaration de Bamako de l'Initiative des Chefs d'Etat Africains

Malikounda

http://www.malikounda.com/nouvelle_voir.php?idNouvelle=3842

8 juin 2005

Bamako Declaration of the African Statesmen Initiative

AllAfrica.com

<http://allafrica.com/stories/200506080610.html>

8 juin 2005

Africa's Elder Statesmen Parley

BBC News

<http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/africa/4074270.stm>

Elizabeth Blunt

8 juin 2005

15 chefs d'Etat écrivent une nouvelle page de l'histoire africaine

Le Potentiel (Democratic Republic of the Congo)

http://www.lepotentiel.com/afficher_article_archive.php?id_article=7773&id_edition=3445&yearID=2005&monthID=06&dayID=08

Angelo Mobateli

8 juin 2005

Vers la création d'un Forum des éditeurs africains

L'Intelligent/Jeune Afrique

http://www.jeuneafrique.com/gabarits/articleDEP_online.asp?art_cle=PAN50025verslsniaci0

8 juin 2005

Mali : Didier Ratsiraka absent, Zafy Albert présent à Bamako!

Midi Madagasikara (Madagascar)

<http://fr.allafrica.com/stories/printable/200506090540.html>

7 juin 2005

Gouvernance Démocratique en Afrique : L'implication des anciens Chefs d'Etat sollicitée

Nouvel Horizon

http://www.malikounda.com/nouvelle_voir.php?idNouvelle=3799

Daba Balla Keita

7 juin 2005

BU APARC Director Charles Stith to Address African Statesmen

Boston University

<http://www.bu.edu/phpbin/news/releases/display.php?id=952>

7 juin 2005

ATT face aux anciens chefs d'Etat : "Votre statut est devenu une réalité

24 Heures (Cote d'Ivoire)

<http://news.abidjan.net/article/?n=132124>

Presthone Brou

7 juin 2005

Ouverture du symposium de Bamako

Le Messenger (Cameroon)

<http://fr.allafrica.com/stories/200506070517.html>

Pius N. Njawé

7 juin 2005

Le mérite de Sao Tome et Principe

Le Messenger (Cameroon)

<http://fr.allafrica.com/stories/200506070251.html>

Pius N. Njawé

7 juin 2005

Démocratisation et bonne gouvernance : les efforts de l'Afrique examinés par d'anciens chefs d'État

Le Soleil (Senegal)

<http://fr.allafrica.com/stories/200506070229.html>

Mamadou Cisse

7 juin 2005

Gouvernance, démocratie: les anciens chefs d'Etat ont leur mot à dire

L'Essor (Mali)

http://www.africatime.com/afrique/nouv_pana.asp?no_nouvelle=193574&no_categorie=1
S. Doumbia

7 juin 2005

Symposium des Anciens Chefs d'Etat: La Gouvernance Africaine à la Loupe!

Info-Matin (Mali)

http://www.maliweb.net/news.php?pageid=4&news_no=4255&cat=82

Seydina Oumar Diarra-Sod

6 juin 2005

IBB, Moi barred from Africa leaders' summit

Daily Independent

<http://www.independentng.com/news/nnjun060501.htm>

Tony Eluemunor

6 juin 2005

20 Former heads of state Begin 3-Day Confab in Mali

The Inquirer (Liberia)

<http://allafrica.com/stories/200506070066.html>

6 juin 2005

Former African Leaders Discuss Good Governance

AFP

6 juin 2005

Etat d'urgence virtuel en Afrique à cause des maladies mortelles

L'Intelligent/Jeune Afrique

http://www.jeuneafrique.com/gabarits/articleDEP_online.asp?art_cle=PAN50025etatdsellet0

6 juin 2005

Leadership Présidentiel En Afrique : Vingt anciens chefs d'Etat en conclave à Bamako

Nouvel Horizon (Mali)

http://malikounda.com/nouvelle_voir.php?idNouvelle=3796

Daba Balla Keita

5 juin 2005

Rawlings Leaves for Bamako

GhanaWeb/Ghana News Agency

<http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/artikel.php?ID=83010>

4 juin 2005

BU Goes to Mali

Boston Globe (United States)

http://www.boston.com/ae/celebrity/articles/2005/06/04/join_the_brotherhood/

Carol Beggy & Mark Shanahan

4 juin 2005

Leadership présidentiel: les anciens chefs d'Etat en conclave à Bamako

Le Soleil (Senegal)

<http://fr.allafrica.com/stories/200506060079.html>

Mamadou Cisse

3 juin 2005

Is there life after the presidency?

BBC News

<http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/4607269.stm>

3 juin 2005

Masire to Attend Ex-Leaders Summit in Mali

Daily News (Botswana)

<http://www.gov.bw/cgi-bin/news.cgi?d=20050603&i=Masire to attend ex-leaders summit in Mali>

3 juin 2005

Bamako: ouverture dimanche du premier symposium des anciens leaders africains

Guinée News

<http://www.boubah.com/article/article.asp?num=790&cat=5>

Alsény Ben Bangoura

1 juin 2005

Bamako : symposium des anciens chefs d'Etat et de gouvernement

Le Potentiel (Democratic Republic of the Congo)

<http://fr.allafrica.com/stories/200506010660.html>

Tiémoko Traoré - F. Monsa

31 mai 2005

Rencontre Des Anciens Chefs D'Etat : Débats sur les défis

Les Echos (Mali)

http://www.malikounda.com/nouvelle_voir.php?idNouvelle=3735

30 mai 2005

Can the summit of Former African Leaders Raise Hope?

Business Day (Nigeria)

<http://www.businessdayonline.com/index.php?fArticleId=7378>

26 mai 2005

Former African Leaders Meet in Bamako

The Analyst (Liberia)

http://www.analystnewspaper.com/former_african_leaders_meet_in_bamako.htm

Wleh Bedell

26 mai 2005

Former African Leaders Meet in Bamako

allAfrica.com

<http://allafrica.com/stories/200505260527.html>

25 mai 2005

Former African heads of state meet to address presidential leadership in Africa

icicemac.com

<http://www.icicemac.com/nouvelle/index.php3?nid=4027>

20 mai 2005

Shagari, Gowon, Abubakar to Participate in African Statesmen Symposium

allAfrica.com

<http://www.vanguardngr.com/articles/2002/north/nt120052005.html>

Emmanuel Aziken

20 mai 2005

Symposium sur la démocratie au Mali : Des ex présidents partagent leurs expériences

Nordsudmedia.com

<http://www.nordsudmedia.com/nslire.asp?id=141&rid=11>

Coulibaly Brahim

13 mai 2005

Transitions en Afrique : Le club des anciens chefs d'Etat se met en place

Walf Fadji

http://www.walf.sn/international/suite.php?rub=6&id_art=19341

11 mai 2005

Symposium des anciens chefs d'Etat africains sur la gouvernance démocratique

le Soleil (Senegal)

10 mai 2005

Une initiative d'anciens chefs d'États sans la Cemac

Le Messenger

http://www.lemessenger.net/details_articles.php?code=12&code_art=5831#

Alex Gustave AZEBAZE

9 mai 2005

Afin de réfléchir sur la bonne gouvernance en Afrique Des anciens chefs d'Etat en conclave à Bamako

L'intelligent d'Abidjan

<http://www.lintelligentdabidjan.org/Quotidien/index.php?p=971>

Annexe G : Organisations partenaires

Les organisations suivants sont fiers de soutenir les actions des dirigeants africains visant à promouvoir la paix et la démocratie sur le continent :

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

www.africacenter.org

Créé en 1999 par le département de la Défense américaine, le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, appuie la formulation de la politique stratégique des Etats-Unis d'Amérique à l'égard de l'Afrique par le biais de nombreux programmes, y compris la promotion d'une prise de conscience et d'un dialogue sur les priorités stratégiques des Etats-Unis et les problèmes de sécurité en Afrique, l'établissement de relations de confiance à long terme avec les dirigeants militaires et civils africains, aider les législateurs et autorités américaines à formuler une politique efficace pour l'Afrique et exprimer correctement la perspective de l'Afrique aux législateurs et décideurs américains.

Le Centre appui également les efforts du département de la Défense et des autres organismes du gouvernement américain pour promouvoir la démocratie et aider les États africains à améliorer leur sécurité en encourageant une bonne gouvernance, le professionnalisme du secteur de la sécurité et des relations démocratiques entre civils et militaires. Le Centre s'efforce en outre de promouvoir l'établissement de relations de sécurité à long terme qui sont mutuellement bénéfiques pour les Etats-Unis et les pays africains à travers des consultations et des séminaires ouverts et francs.

CLUB DE MADRID

www.clubmadrid.org

Le Club de Madrid est un organisme indépendant qui a pour objet de renforcer la démocratie dans le monde. Fort de l'expérience et des ressources uniques de ses membres – 68 anciens chefs d'État et de gouvernements démocrates – le Club de Madrid lance des initiatives à l'échelle mondiale, intervient dans des projets spécifiques de certains pays et agit périodiquement en qualité d'organe consultatif pour des gouvernements, des dirigeants et des institutions démocratiques engagés dans des processus de transition et de renforcement de la démocratie.

Le Président du Club de Madrid est l'ancien Président du Brésil, S.E. Fernando Henrique Cardoso. La vice présidente est S.E. Mary Robinson, l'ancienne Présidente d'Irlande et la secrétaire générale est S.E. Kim Campbell, l'ancienne Premier ministre du Canada.

FONDATION BILL & MELINDA GATES

www.gatesfoundation.org

Créée en 2000 avec la fusion de la Fondation Gates Learning et la Fondation William H. Gates qui avaient, respectivement, pour objectif de promouvoir l'accès à la technologie dans les bibliothèques publiques et d'aider à améliorer la santé publique dans le monde, la Fondation Bill & Melinda

Gates s'efforce de saisir les occasions sans précédent du XXI^{ème} siècle pour donner à tous un accès équitable aux soins de la santé et de l'éducation. Dirigé par le père de Bill Gates, William H. Gates Sr. et Patty Stonesifer, la Fondation, dont le siège se trouve à Seattle, a un fonds de dotation d'environ 28,8 milliards de dollars américains. La Fondation s'efforce de promouvoir l'accès égal dans quatre domaines : la santé mondiale, l'éducation, les bibliothèques publiques et l'aide aux familles vulnérables dans les états de Washington et de l'Oregon.

INSTITUT NATIONAL DÉMOCRATIQUE POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

www.ndi.org

Créé en 1983, l'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI) est une organisation à but non lucratif qui œuvre pour le renforcement et le développement de la démocratie à travers le monde. Faisant appel à un réseau mondial d'experts volontaires, le NDI fournit une assistance pratique aux leaders politiques et dirigeants de la société civile qui agissent en vue d'asseoir les valeurs, pratiques et les institutions démocratiques.

Le NDI assiste les démocrates partout dans le monde pour favoriser l'édification des institutions législatives et structures d'administration locale compétentes et accessibles aux citoyens ; des partis politiques représentatifs qui animent les débats politiques ; des organisations de la société civile non partisans qui œuvrent pour la promotion des valeurs démocratiques et la participation des citoyens. Depuis 1983, NDI a établi des relations solides avec les leaders politiques, les dirigeants de gouvernements et la société civile.

FONDATION NATIONALE POUR LA DÉMOCRATIE

www.ned.org

La Fondation Nationale pour la Démocratie (NED) est une organisation privée à but non lucratif créée en 1983. Son objectif est de renforcer les institutions démocratiques dans le monde à travers des efforts non gouvernementaux. La Fondation est administrée par un conseil d'administration indépendant et non partisan. Les fonds annuels qu'elle obtient du congrès lui permettent de distribuer chaque année, des centaines de subventions pour soutenir les démocrates en Afrique, en Asie, dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Est, en Amérique Latine, au Moyen Orient et dans les pays de l'ex-Union Soviétique. La Fondation est guidée par la conception de la liberté comme une aspiration humaine universelle qui peut être réalisée à travers le développement d'institutions, de procédures et de valeurs démocratiques. La démocratie ne peut être obtenue qu'à travers une élection et n'a pas besoin d'être fondée sur le modèle des Etats Unis ou celui de tout autre pays particulier. Au contraire, elle évolue en fonction des besoins et traditions des cultures politiques différentes. Par le support de ce processus, l'institut contribue au renforcement des liens entre les mouvements démocratiques à l'étranger et le peuple des Etats Unis -- Un lien fondé sur un engagement commun de gouvernement représentatif et de liberté comme mode de vie.

INSTITUT NÉERLANDAIS POUR LA DÉMOCRATIE MULTIPARTITE

www.nimd.org

Dans le cadre de la politique de coopération pour le développement, élaborée par le gouvernement

des Pays Bas et en réponse à des demandes d'aide internationales des partis politiques et d'autres organisations étrangères, les partis politiques néerlandais suivants : PvdA, VVD, CDA, D66, Parti Vert, RPF, SGP et GPV ; se sont décidés en Avril 2000 à établir une nouvelle fondation : l'Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite.

L'objectif principal de l'Institut est de soutenir le processus de démocratisation aux pays nouvellement démocratiques par la consolidation des partis politiques, reconnaissant que ceux-ci sont l'une des premières pierres de la démocratie parlementaire. L'Institut vise à soutenir la création des systèmes politiques pluralistes qui sont soutenables et qui fonctionnent effectivement.

OPEN SOCIETY INITIATIVE FOR WEST AFRICA

www.osiwa.org

Fondé en décembre 2000, le Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) est membre d'un réseau mondial de 32 fondations autonomes qui fut créés et financées par George Soros. OSIWA consacre son soutien à la création des sociétés ouvertes en Afrique de l'Ouest où fonctionnent la démocratie, la bonne gouvernance, la primauté de la loi, le respect des libertés fondamentales et une participation civique générale. OSIWA est persuadée qu'elle est le plus utile en appuyant des initiatives innovatrices et celles servant de catalyseurs et qui donnent de la valeur ajoutée aux efforts de la société civile de Afrique de l'Ouest. Elle veut collaborer avec des groupes de défense, des fondations animées des mêmes intentions, des Etats et des bailleurs. Elle reconnaît par ailleurs qu'il est important que la construction des sociétés ouvertes tienne compte des évolutions de la situation internationale et s'efforce d'amener les nations riches à s'engager davantage en faveur de cette région.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

www.undp.org

Créé en 1965, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est le réseau mondial de développement dont dispose le système des Nations Unies. Il prône le changement, et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leur vie. Le PNUD est présent sur le terrain dans 166 pays, les aidant à identifier leurs propres solutions aux défis nationaux et mondiaux auxquels ils sont confrontés en matière de développement.

Les dirigeants du monde se sont engagés à atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire, dont l'objectif primordial est de diminuer de moitié la pauvreté d'ici à 2015. Le réseau du PNUD relie et coordonne les efforts faits aux niveaux mondial et national en vue d'atteindre ces objectifs. Le PNUD s'attache à aider les pays à élaborer et partager des solutions aux problèmes touchant aux questions de la bonne gouvernance démocratique, la réduction de la pauvreté, la prévention et gestion des crises, l'énergie, l'environnement et le VIH/SIDA. Dans toutes nos activités, nous encourageons la protection des droits de l'homme et favorisons la participation active des femmes.

FONDATION WESTMINSTER POUR LA DÉMOCRATIE

www.wfd.org

Créée en 1991, la Fondation Westminster pour la Démocratie (WFD) apporte un appui pour la création et le renforcement d'institutions démocratiques pluralistes à l'étranger. Elle reçoit des subventions de l'Etat qui se chiffrent actuellement à 4 millions de livres. Elle rend compte au parlement de l'affectation de ses ressources par l'intermédiaire du bureau des affaires étrangères.

La Fondation Westminster entreprend également certains projets d'assistance technique hors budget et cherche des contributions du secteur privé et d'autres bailleurs de fonds. Elle est indépendante du gouvernement dans le choix de ses priorités et de ses projets.

Les trois principaux partis politiques britanniques sont représentés dans le Conseil d'administration et sont nommés par le secrétaire des Affaires étrangères après consultation des partis. Le Conseil d'administration comprend aussi des représentants des autres petits partis politiques et de représentants d'autres secteurs comme les affaires, les syndicats, les universités et le secteur non gouvernemental.

PARRAINAGES GOUVERNEMENTAUX

Le Gouvernement du Mali, le Gouvernement de l'Allemagne, et l'Agence Internationale pour le Développement des États-Unis ont également apporté des contributions directes ou en nature au ASI.

Les opinions exprimées lors du symposium de l'Initiative des Anciens Chefs d'État africains, ou dans tout document s'y rapportant, ne représentent pas nécessairement celles des organismes ou États soutenant cet événement.



National Democratic Institute for International Affairs

2030 M Street, NW, Fifth Floor

Washington, DC 20036

(202) 728-5500

Fax: (202) 728-5520

Email: contactndi@ndi.org

www.ndi.org

L'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI) est une organisation à but non lucratif qui œuvre pour le renforcement et le développement de la démocratie à travers le monde. Faisant appel à un réseau mondial d'experts volontaires, le NDI fournit une assistance pratique aux leaders politiques et dirigeants de la société civile qui agissent en vue d'asseoir les valeurs, pratiques et institutions démocratiques dans leurs pays.

Le NDI collabore avec les démocrates partout dans le monde en vue de promouvoir l'action des organisations politiques et civiles, favoriser la tenue d'élections libres et encourager la participation des citoyens à la vie publique, la transparence et la responsabilité en matière de gestion gouvernementale.

La démocratie est fondamentalement liée à l'existence: d'institutions législatives représentatives qui contrôlent le pouvoir exécutif; d'un système judiciaire indépendant qui préserve la primauté de la loi; de partis politiques ouverts et responsables devant les citoyens; et d'élections qui permettent aux citoyens de choisir librement leurs représentants au gouvernement. Agissant en tant que catalyseur du développement de la démocratie, le NDI soutient les institutions et les processus qui favorisent l'épanouissement de la démocratie.

Renforcer les organisations politiques et la société civile: Le NDI apporte son appui à l'édification d'institutions stables, bien organisées et ayant une assise populaire solide qui sont censées constituer les fondements d'une culture civique forte. La démocratie est tributaire de ces institutions de médiation qui représentent les voix de citoyens bien informés et responsables, renforcent les liens entre ces derniers et l'état d'une part et entre eux d'autre part, en offrant des cadres de participation active à la vie publique.

Instaurer des élections libres: Le NDI œuvre en vue de favoriser la tenue d'élections libres et démocratiques. Les partis politiques et les gouvernements ont demandé au NDI d'étudier les codes électoraux et de recommander des améliorations. L'Institut fournit également une assistance technique aux partis politiques et aux organisations de la société civile en matière de campagnes d'éducation et de sensibilisation au profit des électeurs et de formation au contrôle des élections. Le NDI occupe une place de premier rang au plan mondial dans le domaine du contrôle des élections et a conduit des missions internationales de contrôle des élections dans plusieurs dizaines de pays, contribuant ainsi à garantir que les résultats des élections reflètent la volonté des populations.

Promouvoir la transparence et la responsabilité devant les citoyens: Le NDI s'emploie à répondre aux demandes des dirigeants de gouvernements, de parlements, de partis politiques et d'organisations de la société civile qui souhaitent obtenir des conseils dans des domaines aussi divers que les procédures législatives, les relations entre électeurs et élus ou les rapports entre pouvoirs civil et militaire dans le cadre d'un système démocratique. Le NDI aide à l'édification d'institutions législatives et de collectivités locales agissant de façon professionnelle, responsable, transparente et qui soient à l'écoute de leurs citoyens.

La coopération internationale est essentielle pour le renforcement et la consolidation de la démocratie à travers le monde. Elle permet de transmettre aux nouvelles démocraties émergentes avec force le message que les pays démocratiques peuvent compter sur un soutien actif au plan international alors que les régimes autocratiques sont foncièrement isolés et hostiles au monde extérieur.

Ayant son siège à Washington D.C. et des antennes actives dans toutes les régions du monde, le NDI, en plus des compétences de ses propres ressources humaines, recourt à des experts volontaires du monde entier qui sont pour la plupart des vétérans de la lutte pour la démocratie dans leurs propres pays et qui partagent des aspirations profondes en matière de développement de la démocratie.